

**DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA  
(EN APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR D'APPEL DE L'ALBERTA)**

ENTRE :

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE LA PROVINCE DE L'ALBERTA

Appelante  
(Appelante)

- et -

GILLES CARON

Intimé  
(Intimé)

- et -

ASSOCIATION CANADIENNE DES LIBERTÉS CIVILES,  
CONSEIL DES CANADIENS AVEC DÉFICIENCES et autres,  
COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES DU CANADA,  
ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA et  
DAVID ASPER CENTRE FOR CONSTITUTIONAL RIGHTS

Intervenants

---

**MÉMOIRE DE L'INTERVENANTE,  
L'ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA**

---

**HEENAN BLAIKIE S.R.L.**  
55, rue Metcalfe, bureau 300  
Ottawa (Ontario) K1P 6L5

**Maître Mark Power**  
Téléphone : 613-236-7908  
Télécopieur : 866-296-8395  
Courriel : [mpower@heenan.ca](mailto:mpower@heenan.ca)

**Maître Michel Doucet, c.r.**  
Téléphone : 506-866-8951  
Télécopieur : 866-296-8395  
Courriel : [doudroit@nbnet.nb.ca](mailto:doudroit@nbnet.nb.ca)

**Maître François Larocque**  
Téléphone : 613-894-4783  
Télécopieur : 866-296-8395  
Courriel : [FJLarocque@gmail.com](mailto:FJLarocque@gmail.com)

Procureurs de l'Intervenante

1. **AU : REGISTRAIRE DE LA COUR  
SUPRÊME DU CANADA**

2. **ET À :**

**ALBERTA JUSTICE**

4ième étage, Édifice Bowker  
9833, 109<sup>ème</sup> rue  
Edmonton (Alberta) T5K 2E8

**Maître Margaret Unsworth,**  
Téléphone : 780-427-0072  
Télécopieur : 780-425-0307  
Courriel  
[margaret.unsworth@gob.ab.ca](mailto:margaret.unsworth@gob.ab.ca)

ET

**Maître Teresa R. Haykowsky**

McLennan Ross s.r.l.  
12220, rue Stony Plain  
Edmonton (Alberta) T5N 3Y4  
Téléphone : 780-482-9200  
Télécopieur : 780-482-9101

Procureurs de l'Appelante

**GOWLING LAFLEUR**

**HENDERSON S.R.L.**  
160, rue Elgin  
Ottawa (Ontario) K1P 1C3

**c.r. Maître Henry S. Brown c.r.**

Téléphone : 613-233-1781  
Télécopieur : 613-563-9869  
: Courriel : [henry.brown@gowlings.com](mailto:henry.brown@gowlings.com)

Correspondant de l'Appelante

3. **BALFOUR MOSS S.R.L.**

2103, 11ième Avenue, bureau 700  
Régina (Saskatchewan) S4P 4G1

**Maître Rupert Beudais**

Téléphone : 306-347-8302  
Télécopieur : 306-347-8350  
Courriel :  
[rupert.beudais@balfourmoss.com](mailto:rupert.beudais@balfourmoss.com)

Procureur de l'Intimé

**HEENAN BLAIKIE S.R.L.**

55, rue Metcalfe, bureau 300  
Ottawa (Ontario) K1P 6L5

**Maître Jeff Saikaley**

Téléphone : 613-236-1629  
Télécopieur : 613-236-9632  
Courriel : [jsaikaley@heenan.ca](mailto:jsaikaley@heenan.ca)

Correspondant de l'Intimé

4. **Arvay Finlay**  
355, rue Burrard, bureau 1350  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6C 2G8
- Maître Joseph J. Arvay, c.r.  
Téléphone : 604-689-4421  
Télécopieur : 604-687-1941  
Courriel : jarvay@arvayfinlay.com
- Procureur de l'Intervenant,  
Association canadienne des libertés  
civiles
- HEENAN BLAIKIE S.R.L.**  
55, rue Metcalfe, bureau 300  
Ottawa (Ontario) K1P 6L5
- Maître Jeff Saikaley**  
Téléphone : 613-236-1629  
Télécopieur : 613-236-9632  
Courriel : jsaikaley@heenan.ca
- Correspondant de l'Intervenant
5. **Camp Fiorante Matthews**  
4ième étage, Édifice Randall  
555, rue West Georgia  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6B 1Z6
- Maître Gwen Brodsky  
Téléphone : 604-331-9520  
Télécopieur : 604-689-7554  
Courriel : Brodsky@interchange.ubc.ca
- Procureurs des Intervenants,  
Comité de la Charte et des questions de  
pauvreté, Poverty and Human Rights  
Centre et Fonds d'action et d'éducation  
juridiques pour les femmes
- Osler, Hoskin & Harcourt s.r.l.**  
340, rue Albert, bureau 1900  
Ottawa (Ontario) K1R 7Y6
- Maître Patricia J. Wilson  
Téléphone : 613-787-1009  
Télécopieur : 613-235-2867  
Courriel : pwilson@osler.com
- Correspondante des Intervenants
6. **Camp Fiorante Matthews**  
4ième étage, Édifice Randall  
555, rue West Georgia  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6B 1Z6
- Maître Gwen Brodsky  
Téléphone : 604-331-9520  
Télécopieur : 604-689-7554  
Courriel : Brodsky@interchange.ubc.ca
- Procureurs de l'Intervenant,  
Conseil des Canadiens avec déficiences
- Osler, Hoskin & Harcourt s.r.l.**  
340, rue Albert, bureau 1900  
Ottawa (Ontario) K1R 7Y6
- Maître Patricia J. Wilson  
Téléphone : 613-787-1009  
Télécopieur : 613-235-2867  
Courriel : pwilson@osler.com
- Correspondante de l'Intervenant

7. **Commissariat aux langues officielles**

344, rue Slater, 3<sup>ième</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0T8

**Maître Amélie Lavictoire**

**Maître Kevin Shaar**

Téléphone : 613-995-4130

Télécopieur : 613-996-9671

Courriel : [amelie.lavictoire@ocol-clo.gc.ca](mailto:amelie.lavictoire@ocol-clo.gc.ca)

Procureurs de l'Intervenant,  
Commissariat aux langues officielles

8. **David Asper Centre for Constitutional Rights**

University of Toronto  
39, croissant Queen's Park Est  
Toronto (Ontario) M5S 2C3

**Maître Cheryl Milne**

Téléphone : 416-978-0092

Télécopieur : 416-978-8894

Courriel : [cheryl.milne@utoronto.ca](mailto:cheryl.milne@utoronto.ca)

Procureurs de l'Intervenant,  
David Asper Centre for Constitutional Rights

**Ogilvy Renault s.r.l.**

45, rue O'Connor, bureau 1500  
Ottawa (Ontario) K1P 1A4

**Maître Martha A. Healey**

Téléphone : (613) 780-8638

Télécopieur : (613) 230-5459

Courriel : [mhealey@ogilvyrenault.com](mailto:mhealey@ogilvyrenault.com)

Correspondante de l'Intervenant

**TABLE DES MATIÈRES**

I.	<b>SURVOL ET FAITS</b>	<b>1</b>
	a) <i>L'Association canadienne-française de l'Alberta</i>	<b>1</b>
	b) <i>L'affaire R. c. Caron</i>	<b>1</b>
II.	<b>Question en litige</b>	<b>3</b>
III.	<b>Arguments de l'ACFA</b>	<b>3</b>
	<b>A) Les trois (3) critères établis dans les affaires Okanagan et Little Sisters</b>	<b>3</b>
	(1) <i>Les normes positives</i>	<b>4</b>
	(2) <i>Les considérations de principes</i>	<b>5</b>
	(i) <i>Le principe constitutionnel de la protection des minorités</i>	<b>5</b>
	(ii) <i>Le devoir était de prendre des mesures positives</i>	<b>6</b>
	(iii) <i>L'approche intersectionnelle aux droits linguistiques</i>	<b>6</b>
	(iv) <i>L'objectif équitable de la provision pour frais</i>	<b>8</b>
	<b>B) Autres arguments de l'ACFA relatifs aux provisions pour frais et aux questions en litige soulevées par ce pourvoi</b>	<b>9</b>
	<b>C) Arguments relatifs aux dépens</b>	<b>10</b>
IV.	<b>ORDONNANCES DEMANDÉES</b>	<b>10</b>
V.	<b>TABLE DES SOURCES, en ordre alphabétique</b>	<b>11</b>
VI.	<b>EXTRAITS DES LOIS, RÈGLEMENTS, RÈGLES, ORDONNANCES</b>	<b>13</b>

## I. SURVOL ET FAITS

### a) *L'Association canadienne-française de l'Alberta*

1. Créée en 1926, l'Association canadienne-française de l'Alberta (« ACFA ») constitue l'organisme porte-parole principal de la communauté d'expression française de l'Alberta. Elle regroupe quelques milliers de membres actifs et assure, entre autres, la promotion et la défense des droits linguistiques auprès des gouvernements fédéral et albertain.
2. Selon un recensement de 2006 de Statistique Canada, le français est la langue maternelle de 75 000 résidents en Alberta<sup>1</sup>. Selon le même recensement, 205 000 autres résidents de l'Alberta ont une connaissance du français seulement, ou du français et de l'anglais<sup>2</sup>. L'ACFA représente également ces personnes et leurs intérêts.

### b) *L'affaire R. c. Caron*

3. L'affaire *R. c. Caron* s'avère l'un des litiges les plus importants pour la communauté d'expression française de l'Alberta depuis l'affaire *R. c. Mercure*<sup>3</sup> et ce, dans la mesure où il remet en doute les conclusions établies dans cette instance concernant le statut juridique de la langue française en Alberta et en Saskatchewan. L'affaire *R. c. Caron* constitue un litige d'intérêt public complexe fondé sur un dossier de preuve historique volumineux et important qui porte sur le contexte légal et social de l'annexion au Canada en 1870 de la terre de Rupert et du Nord-Ouest en 1870, ainsi que son impact sur les droits linguistiques de la communauté d'expression française de l'Alberta.
4. L'affaire *R. c. Caron* porte sur une question inédite en droit canadien, soit sur l'interprétation et la portée juridique de la Proclamation royale du 6 décembre 1869. L'instance porte également sur l'incidence de cette Proclamation royale du 6 décembre 1869 sur l'égalité de statut et de privilège du français en Alberta. Cet instrument juridique, dont la Cour provinciale de l'Alberta a caractérisé de « texte

---

<sup>1</sup> *R. c. Caron*, 2009 ABQB 745 au para. 109, Recueil de sources de l'intervenante, L'Association canadienne-française de l'Alberta (ci-après «Sources»), onglet 14.

<sup>2</sup> *R. c. Caron*, 2009 ABQB 745 au para. 109, Sources, onglet 14.

<sup>3</sup> *R. c. Mercure*, [1988] 1 R.C.S. 234, Sources, onglet 18.

*constitutionnel* »<sup>4</sup> – n'a jamais fait l'objet d'interprétation judiciaire avant l'affaire *R. c. Caron*. L'affaire *R. c. Caron* porte également sur le Décret en conseil de 1870 sur la terre de Rupert et le territoire du Nord-Ouest<sup>5</sup>, soit un document constitutionnel obscur très rarement interprété par les tribunaux.

5. Avant son abolition en 2006, l'intimé, Monsieur Caron, a pu bénéficier du financement du Programme de contestation judiciaire (« PCJ ») pour une partie des procédures judiciaires. Ce financement s'est avéré insuffisant pour assurer l'exposition adéquate des faits historiques et des questions juridiques soulevées dans l'affaire *R. c. Caron*. Vu la complexité du litige et l'absence de financement supplémentaire du PCJ, Monsieur Caron a demandé à plusieurs reprises une provision pour frais fondée sur les principes des affaires *Okanagan* et *Little Sisters*<sup>6</sup> afin de pouvoir défrayer les sommes encourues à titre d'honoraires d'avocats et de témoins experts<sup>7</sup>.
6. Une provision pour frais a enfin été prononcée en faveur de Monsieur Caron. Cette provision pour frais a été accordée après au moins trois (3) tentatives infructueuses et après que la Cour provinciale ait interdit au procureur de Monsieur Caron de se désister du dossier en raison de l'impécuniosité de son client.
7. C'est la première fois qu'une provision pour frais était accordée dans une cause portant sur des droits linguistiques. La Cour d'appel de l'Alberta<sup>8</sup> a confirmé l'ordonnance de provision pour frais comme étant convenable et justifiée eu égard aux circonstances « *rare et exceptionnelles* » du cas en l'espèce<sup>9</sup>. C'est la seule fois qu'une provision pour frais a été accordée dans un litige portant sur des droits linguistiques.

<sup>4</sup> *R. c. Caron*, 2008 ABPC 232 au para. 204, Sources, onglet 15.

<sup>5</sup> Annexe de la *Loi constitutionnelle de 1982*, item 3.

<sup>6</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371, Sources, onglet 2 ; *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (Commissaire des Douanes et du Revenu)*, [2007] 1 R.C.S. 38, Recueil de sources de l'intimé, Onglet 7, pages 84-85.

<sup>7</sup> *R. c. Caron*, 2007 ABQB 632, Sources, onglet 16.

<sup>8</sup> *R. c. Caron*, 2009 ABCA 34, Sources, onglet 13.

<sup>9</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 au para. 1, Sources, onglet 2; *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (Commissaire des Douanes et du Revenu)*, [2007] 1 R.C.S. 38 au para. 38, Recueil de sources de l'intimé, Onglet 7, pages 84-85.

8. Outre la provision pour frais dont il est question dans ce pourvoi, seules deux (2) autres provisions pour frais ont été prononcées par les tribunaux depuis la décision de cette honorable Cour dans l'affaire *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (Commissaire des Douanes et du Revenu)*, [2007] 1 R.C.S. 38<sup>10</sup>.

## II. Question en litige

9. La Cour d'appel de l'Alberta a-t-elle erré en confirmant l'ordonnance de provision pour frais dans l'affaire *R. c. Carron* ?

## III. Arguments de l'ACFA

10. L'ACFA soutient qu'une ordonnance de provision pour frais est convenable et justifiée lorsque les circonstances sont suffisamment rares et exceptionnelles. Ce seuil sera rencontré dans le cadre de certains litiges complexes portant sur les droits linguistiques des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaire.
11. Sans nier leur caractère rare et exceptionnel, l'ACFA soutient que les ordonnances de provision pour frais ont pour fonction essentielle d'assurer l'accès à la justice des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaire en atténuant, en partie, les grandes inégalités de ressources entre celles-ci et l'État dans le cadre de litiges complexes portant sur les droits linguistiques constitutionnels.

### **A) Les trois (3) critères établis dans les affaires *Okanagan* et *Little Sisters***

12. Tel qu'établi dans les affaires *Okanagan* et *Little Sisters*, la partie qui demande une ordonnance de provision pour frais doit satisfaire à trois (3) critères : (1) l'impécuniosité, (2) la question méritoire, et (3) l'intérêt public<sup>11</sup>. L'ACFA identifie les considérations de principes propres aux litiges de droits linguistiques qui doivent être prises en compte dans l'analyse de chacun de ces critères.

---

<sup>10</sup> Voir *Joseph c. Canada*, 2008 CF 574, Sources, onglet 8; *British Columbia (Minister of Forests) c. Okanagan Indian Band*, 2008 BCCA 107, Sources, onglet 1.

<sup>11</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 au para. 40, Recueil de sources de l'Intimé, Onglet 1, page 35; *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (Commissaire des Douanes et du Revenu)*, [2007] 1 R.C.S. 38 au para. 37, Recueil de sources de l'Intimé, Onglet 7, pages 84-85.

13. Premièrement, l'impécuniosité de l'intimé, Monsieur Caron, est une question de faits. La Cour du banc de la Reine a conclu, à lumière de la preuve, que l'intimé n'avait pas les moyens financiers d'ester en justice sans provision pour frais<sup>12</sup>. C'est à juste titre que la Cour d'appel a fait preuve de déférence à l'égard de cette conclusion de faits<sup>13</sup>.
14. Or, l'appelant, le procureur général de l'Alberta, invite cette honorable Cour à réviser les conclusions de faits de la Cour du banc de la Reine de l'Alberta, ce qui s'écarte du rôle traditionnel de cette honorable Cour<sup>14</sup>. L'ACFA soutient que les tribunaux d'instance inférieure n'ont pas commis d'erreur manifeste et dominante en concluant que Monsieur Caron satisfaisait le critère de l'impécuniosité.
15. En ce qui a trait au second et au troisième critères de l'analyse *Okanagan/Little Sisters*, soit le caractère méritoire du litige et l'enjeu d'intérêt public, l'ACFA soutient respectueusement que dans le cadre d'un litige complexe de droits linguistiques, tel que dans l'affaire *R. c. Caron*, l'appréciation judiciaire de ces critères devrait toujours s'effectuer à la lumière (1) de certaines normes positives et (2) de certaines considérations de principes dont cette honorable Cour a maintes fois reconnu l'importance fondamentale<sup>15</sup>.

(1) *Les normes positives*

16. De prime à abord, dans un litige de droits linguistiques complexe, tel l'affaire *R. c. Caron*, l'appréciation du caractère méritoire et de l'intérêt public doit se faire à partir des paragraphes 16(1) et 16(3) de la *Charte canadienne des droits et libertés* (« *Charte* »), lesquels consacrent le statut officiel du français et de l'anglais ainsi que la progression de leur égalité de statut et de privilège.
17. Selon l'ACFA, ces dispositions constitutionnelles ont pour effet de conférer aux litiges portant sur le statut officiel de la langue française une importance juridique *prima facie*, qui devrait être prise en compte dans l'appréciation de la question méritoire et de l'intérêt public que requiert l'analyse *Okanagan/Little Sisters*.

---

<sup>12</sup> *R. c. Caron*, 2007 ABQB 632 aux para. 29-31, Sources, onglet 16.

<sup>13</sup> *R. c. Caron*, 2009 ABCA 34 aux para. 51 et 65, Sources, onglet 13.

<sup>14</sup> *Housen c. Nikolaisen*, [2002] 2 R.C.S. 235 aux para. 24-36, Sources, onglet 7.

<sup>15</sup> *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768 au para. 25, Sources, onglet 12 ; *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, [1998] 2 R.C.S. 217 aux para. 79-82, Sources, onglet 22.

18. L'ACFA soutient respectueusement que la portée juridique de la Proclamation royale du 6 décembre 1869 et son incidence sur l'égalité d'usage, de statut et de privilège de la langue française dans la province de l'Alberta – le cœur même du litige dans l'affaire *R. c. Caron* – constituent une question « *suffisamment valable* » qui « *dépasse le cadre des intérêts du plaideur* », qui « *revêt une importance pour le public* » et qui « *n'a pas encore été tranchée* »<sup>16</sup>.

(2) *Les considérations de principes*

19. Une série de considérations de principes dirigent également l'appréciation des conditions de la question méritoire et de l'intérêt public dans le cadre d'un litige complexe portant sur les droits linguistiques, tel ce pourvoi.

(i) *Le principe constitutionnel de la protection des minorités*

20. D'abord, le principe constitutionnel non écrit de la protection des minorités est d'importance capitale. Ce principe tire ses origines notamment des articles 93 et 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, ainsi que des dispositions linguistiques de la *Charte*<sup>17</sup>. Cette honorable Cour a reconnu l'intention du constituant de « *garantir que des groupes minoritaires vulnérables bénéficient des institutions et des droits nécessaires pour préserver et promouvoir leur identité propre face aux tendances assimilatrices de la majorité.* »<sup>18</sup> Le principe constitutionnel de la protection des minorités fait partie de l'histoire du Canada et, par le fait même, de l'histoire de l'Alberta :

« Il ne faut pas oublier pour autant que la protection des droits des minorités a connu une longue histoire avant l'adoption de la Charte. De fait, la protection des droits des minorités a clairement été un facteur essentiel dans l'élaboration de notre structure constitutionnelle même à l'époque de la Confédération [...] Même si le passé du Canada en matière de défense des droits des minorités n'est pas irréprochable, cela a toujours été, depuis la Confédération, un but auquel ont aspiré les Canadiens dans un cheminement qui n'a pas été dénué de succès. Le

<sup>16</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 au para. 40, Recueil de sources de l'Intimé, Onglet 2, page 35.

<sup>17</sup> *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, [1998] 2 R.C.S. 217 aux paras. 79-82, Sources, onglet 22. Voir aussi *Compétence du Parlement relativement à la Chambre haute*, [1980] 1 R.C.S. 54, Sources, onglet 3 ; *Lalonde c. Ontario (Commission de restructuration des services de santé)* (2001), 56 R.J.O. (3<sup>e</sup>) 577 au para. 114 (C.A.), Sources, onglet 9.

<sup>18</sup> *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, [1998] 2 R.C.S. 217 au para. 74, Sources, onglet 22.

*principe de la protection des minorités continue d'influencer l'application et l'interprétation de notre Constitution. »<sup>19</sup> (Nous soulignons.)*

21. C'est ainsi que cette honorable Cour a établi la règle cardinale voulant que les droits linguistiques des communautés de langues officielles vivant en situation minoritaires « *doivent dans tous les cas être interprétés en fonction de leur objet, de façon compatible avec le maintien et l'épanouissement des collectivités de langue officielle au Canada* »<sup>20</sup>.
22. L'ACFA soutient respectueusement que le fondement constitutionnel des droits linguistiques, ainsi que leur caractère hybride en tant que droits individuels et collectifs, engagent l'intérêt public « *dans tous les cas* ». Cette réalité devrait guider la caractérisation judiciaire des second et troisième critères énumérés dans l'analyse *Okanagan/Little Sisters*.

*(ii) Le devoir était de prendre des mesures positives*

23. Une autre considération de principe essentielle selon l'ACFA découle du « *devoir de l'État de prendre des mesures positives pour mettre en application des garanties linguistiques* »<sup>21</sup>, ce qui, au minimum, inclut la garantie que la portée des droits linguistiques constitutionnels soit pleinement débattue afin d'éviter que les communautés d'expression française vivant en situation minoritaire renoncent à ester en justice en raison de leur indigence. Une provision pour frais dans un litige de droits linguistiques complexes, telle l'affaire *R. c. Caron*, concorde manifestement avec cette obligation positive de l'État.

*(iii) L'approche intersectionnelle aux droits linguistiques*

24. De manière connexe à l'argument précédent, la disponibilité d'ordonnances enjoignant exceptionnellement à l'État de payer une provision pour frais dans le cadre de litiges complexes afférents aux droits linguistiques devrait également tenir compte de la relation *sui generis* entre les communautés d'expression française vivant en situation minoritaire et l'État. Cette relation *sui generis*

<sup>19</sup> *Renvoi relatif à la sécession du Québec*, [1998] 2 R.C.S. 217 au para. 82, Sources, onglet 22.

<sup>20</sup> *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768 au para. 25 (soulignement dans l'original), Sources, onglet 12.

<sup>21</sup> *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S. 768 au para. 20, Sources, onglet 12.

s'apparente à une relation fiduciaire<sup>22</sup>.

25. En l'espèce, l'existence d'une telle relation fiduciaire entre l'État et les communautés d'expression française vivant en situation minoritaire, ainsi que la portée des obligations juridiques qui en découleraient, se posent de manière très particulière. En effet, les droits linguistiques revendiqués dans l'affaire *R. c. Caron* seraient fondés, selon la thèse de l'intimé, sur une Proclamation royale communiquée par Sa Majesté la Reine aux acteurs principaux de la résistance de la rivière Rouge de 1869, soit des Métis francophones<sup>23</sup>.
26. Ainsi, l'affaire *R. c. Caron* soulève des questions « *rare et exceptionnelles* » ayant trait non seulement aux droits linguistiques des communautés d'expression française vivant en situation minoritaire en Alberta, mais également ayant trait aux rapports normatifs entre ces droits linguistiques, l'honneur de la Couronne et les droits des peuples Métis. Il va sans dire que les peuples Métis sont des peuples autochtones au sens du paragraphe 35(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982*<sup>24</sup>.
27. Le fait que Sa Majesté ait personnellement garanti la pérennité des droits des Métis francophones conditionne l'appréciation judiciaire de ces droits et des moyens juridiques visant à en assurer le respect. Par analogie à l'approche intersectionnelle des droits de la personne selon laquelle l'expérience individuelle de la discrimination résulte d'une confluence de motifs divers<sup>25</sup>, l'ACFA soumet respectueusement que les droits linguistiques revendiqués en l'espèce sont inextricablement liés au contexte historique de leur création (c'est-à-dire la promesse impériale faite aux acteurs de la Résistance de la rivière Rouge que le bilinguisme judiciaire et législatif de la terre de Rupert serait préservé) et au

---

<sup>22</sup> *Guerin c. Canada*, [1984] 2 R.C.S. 335 aux pp. 103-105, Sources, onglet 6 ; Donovan W. M. Waters, « The Development of Fiduciary Obligations », dans *Gérard La Forest at the Supreme Court of Canada 1985-1997*, sous la direction de la Société historique de la Cour suprême du Canada, 2000 à la page 97, Sources, onglet 24 ; *Frame c. Smith*, [1987] 2 R.C.S. 99 au para. 60, Sources, onglet 5. Voir généralement L.I. Rotman, "Wewaykum: A New Spin on the Crown's Fiduciary Obligations to Aboriginal Peoples?" (2004) 37 *U.B.C. L. Rev.* 219; L.I. Rotman, "Aboriginal Rights: Crown-Native Relations as Fiduciary: Reflections Almost Twenty Years after *Guerin*" (2003) 22 *Windsor Y.B. Access Just.* 363, Sources, onglet 25.

<sup>23</sup> *R. c. Caron*, 2008 ABPC 232 aux para. 456-487, Sources, onglet 15.

<sup>24</sup> *R. c. Powley*, [2003] 2 R.C.S. 207, Sources, onglet 19.

<sup>25</sup> Commission ontarienne des droits de la personne, *Approche intersectionnelle de la discrimination pour traiter les plaintes relatives aux droits de la personne fondées sur des motifs multiples*, Document de travail, Direction de politique et de l'éducation, 2001, aux pp. 3-8, Sources, onglet 27.

chevauchement identitaire (c'est-à-dire les Métis d'expression française) des bénéficiaires historiques et contemporains des droits linguistiques en question.

*(iv) L'objectif équitable de la provision pour frais*

28. Un entendement enrichi de l'identité ethnoculturelle des individus qui composent les communautés d'expression française vivant en situation minoritaire s'accompagne du constat de leur impécuniosité systémique. Les cours et les gouvernements canadiens ont reconnu les défis socioéconomiques auxquels font face certains groupes historiquement désavantagés, dont les peuples autochtones et les Métis<sup>26</sup> et, lorsqu'ils se retrouvent en situation minoritaire, les communautés d'expression française<sup>27</sup>.
29. Or, comme cette honorable Cour l'a noté dans l'affaire *Okanagan*, les provisions pour frais ont l'objectif équitable de niveler suffisamment les déséquilibres de pouvoir attribuables à l'impécuniosité d'une partie de sorte à permettre l'accès à la justice devant les tribunaux<sup>28</sup>. C'est la raison pour laquelle la jurisprudence reconnaît l'opportunité des provisions pour frais dans certaines causes matrimoniales, où une partie ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour assurer l'adjudication de ses droits<sup>29</sup>. Les ordonnances pour frais sont également disponibles dans des litiges « *de fiducie, de faillite et de sociétés, et ce, essentiellement pour la même raison — éviter les injustices en permettant aux parties sans ressources suffisantes de faire entendre des demandes fondées, ce qu'elles ne pourraient autrement pas faire.* »<sup>30</sup>
30. Selon l'ACFA, toutes ces considérations devraient diriger l'analyse *Okanagan/Little Sisters* en justifiant l'octroi d'une provision pour frais en l'espèce

---

<sup>26</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, 2001 BCCA 647 aux paras. 4-6, Sources, onglet 2; *Présentation des excuses aux anciens élèves des pensionnats indiens par le Premier Ministre du Canada*, Débats de la Chambre des communes, Hansard, 39<sup>e</sup> Législature, 2<sup>e</sup> session, volume 142, no 110 (11 juin 2008), Sources, onglet 26.

<sup>27</sup> Voir par exemple : *DesRochers c. Canada (Industrie)*, [2009] 1 R.C.S. 194 au para. 6-13, Sources, onglet 4.

<sup>28</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 au para. 34, Recueil de sources de l'Intimé, Onglet 2, page 31.

<sup>29</sup> *Organ c. Barnett* (1992), 11 O.R. (3d) 210 (Div. gén.), Sources, onglet 11 ; *McDonald c. McDonald* (1998), 163 D.L.R. (4th) 527 (C.A. Alb.), Sources, onglet 10 ; *Woloschuk c. Von Amerongen*, 1999 ABQB 306, Sources, onglet 23; *Roberts c. Aasen*, [1999] O.J. No. 1969 (C.S.J.), Sources, onglet 21.

<sup>30</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 au para. 34, Recueil de sources de l'Intimé, Onglet 2, page 31.

afin que les importantes questions soulevées par l'affaire *R. c. Caron* soient pleinement ventilées et débattues dans l'intérêt public.

31. Dans les litiges de droits linguistiques, la question de l'impécuniosité de la partie demanderesse soulèvera parfois la question de la suffisance du financement reçu, le cas échéant, du Programme d'appui aux droits linguistiques (« PADL ») ou de son prédécesseur, le PCJ. La Cour d'appel de l'Alberta a indiqué dans ses que « [l]e fait que le financement offert dans le cadre du PCJ n'était plus disponible a aidé M. Caron à satisfaire » aux exigences fixées dans l'arrêt *Okanagan*<sup>31</sup>.

***B) Autres arguments de l'ACFA relatifs aux provisions pour frais et aux questions en litige soulevées par ce pourvoi***

32. Premièrement, le procureur général de l'Alberta soutient la thèse qu'il soit permis d'enjoindre à l'État de payer les provisions pour frais uniquement dans le contexte d'affaires civiles (et uniquement devant des cours de compétences inhérentes) et que les affaires quasi-pénales ou réglementaires ne devraient pas faire l'objet d'une ordonnance en provision pour frais.
33. Selon l'ACFA il n'existe aucune raison de principe d'interdire le recours aux provisions pour frais dans le cadre d'affaires quasi pénales ou réglementaires.
34. En effet, l'affaire *R. c. Caron* ressemble à certains égards à l'affaire *Okanagan* qui, elle aussi, portait sur un moyen de défense constitutionnel soulevé dans un contexte quasi pénal ou réglementaire. Dans l'affaire *Okanagan*, les bandes indiennes avaient soulevé l'existence d'un titre aborigène comme moyen de défense dans le cadre d'instances introduites par le Ministre des Forêts afin de faire respecter des ordonnances de cessation de travaux émises en vertu de la *Forest Practices Code of British Columbia Act*, L.R.C.-B. 1996, c. 159<sup>32</sup>. Dans l'affaire *Okanagan*, le non-respect des ordonnances de cessation de travaux constituait une infraction réglementaire, laquelle était assortie d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement. Manifestement, la prétention du Procureur général de l'Alberta que les affaires quasi pénales et réglementaires ne sauraient faire l'objet d'une ordonnance pour provisions pour frais est mal fondée.

<sup>31</sup> *R. c. Caron*, 2009 ABCA 34 au para. 63, Sources, onglet 13.

<sup>32</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 au para. 2, Sources, onglet 2.

35. Par ailleurs, selon l'ACFA, l'affaire *R. c. Caron* va bien au-delà d'une simple affaire quasi pénale. Dans le cadre d'une poursuite pour une infraction à un code de la route, le droit de l'accusé de présenter une défense pleine et entière étaye la conclusion que les provisions pour frais sont justifiées dans le contexte quasi pénal qui, comme en l'espèce, tombent en deçà des critères applicables aux ordonnances de type *Rowbotham*<sup>33</sup> (notamment au chapitre de la gravité de l'infraction et des enjeux pénaux) mais qui satisfont manifestement aux critères établis par cette honorable Cour dans les affaires *Okanagan/Little Sisters*.
36. Deuxièmement, le Procureur général de l'Alberta a tort de reprocher à l'intimé d'avoir demandé des provisions pour frais à la Cour du banc de la Reine à l'égard d'un procès complexe à la Cour provinciale qui était toujours en cours d'instruction. La Cour du banc de la Reine a conclu que la Cour provinciale n'a pas la compétence d'accorder des provisions pour frais<sup>34</sup>. En revanche, le pouvoir d'ordonner le paiement de frais provisoires relève de la compétence en *equity* de la Cour du banc de la Reine de statuer sur les dépens<sup>35</sup>, et celle-ci pouvait à juste titre venir en aide à la Cour provinciale de l'Alberta afin d'assurer la bonne administration de la justice, faute d'une compétence équivalente dans la cour provinciale.<sup>36</sup>

### C) Arguments relatifs aux dépens

37. L'ACFA constitue un organisme sans but lucratif.
38. L'ACFA ne réclame aucuns dépens et demande à ce qu'aucuns dépens ne soient adjugés contre elle.

## IV. ORDONNANCES DEMANDÉES

39. L'ACFA demande à cette honorable Cour de rejeter le pourvoi.

FAIT à Ottawa, Ontario, ce 30<sup>e</sup> jour du mois de mars 2010.

    
pour M<sup>e</sup> Michel Doucet, c.r. pour M<sup>e</sup> Mark Power pour M<sup>e</sup> François Larocque

<sup>33</sup> *R. v. Rowbotham* (1988), 41 C.C.C. (3d) 1 au para. 51 (C.A. Ont.), Sources, onglet 20.

<sup>34</sup> *R. v. Caron*, 2007 ABQB 262 au para. 142, Sources, onglet 17.

<sup>35</sup> *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 aux para. 34-35, Recueil de sources de l'Intimé, Onglet 2, page 31-32.

<sup>36</sup> *R. c. Caron*, 2007 ABQB 632 aux para. 21-25, Sources, onglet 16.

**V. TABLE DES SOURCES, en ordre alphabétique**

		<b>Para. cité</b>
1.	British Columbia (Minister of Forests) c. Okanagan Indian Band, 2008 BCCA 107.	8
2.	Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan, [2003] 3 R.C.S. 371.	5, 7, 12, 15, 17, 18, 28, 29, 30, 31, 34, 36
3.	Compétence du Parlement relativement à la Chambre haute, [1980] 1 R.C.S. 54 .	20
4.	Desrochers c. Canada (Industrie), [2009] 1 R.C.S. 194.	28
5.	Frame c. Smith, [1987] 2 R.C.S. 99.	24
6.	Guerin c. Canada, [1984] 2 R.C.S. 335.	24
7.	Housen c. Nikolaisen, [2002] 2 R.C.S. 235.	14
8.	Joseph c. Canada, 2008 CF 574.	8
9.	Lalonde c. Ontario (Commission de restructuration des services de santé) (2001), 56 R.J.O. (3e) 577 (C.A.).	20
10.	Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (Commissaire des Douanes et du Revenu), [2007] 1 R.C.S. 38.	5, 7, 8, 12, 15, 17, 22, 30
11.	McDonald c. McDonald (1998), 163 D.L.R. (4th) 527 (C.A. Alta).	29
12.	Organ c. Barnett (1992), 11 O.R. (3d) 210 (Div. gén.).	29
13.	R. c. Beaulac, [1999] 1 R.C.S. 768.	15, 21, 23
14.	R. c. Caron, 2009 ABCA 34 (C.A.).	7, 13, 31
15.	R. c. Caron, 2009 ABQB 745.	2
16.	R. c. Caron, 2008 ABPC 232, 95 Alta. L.R. (4e) 307 (Cr. Pr.).	4, 25
17.	R. c. Caron, 2007 ABQB 632 (B.R.).	5, 13, 36
18.	R. v. Caron, 2007 ABQB 262, [2007] A.J. No. 448 (Q.B.).	36

19.	R. c. Mercure, [1988] 1 R.C.S. 234.	3
20.	R. c. Powley, [2003] 2 R.C.S. 207.	26
21.	R. v. Rowbotham (1988), 41 C.C.C. (3d) 1 au para 51 (C.A. Ont.).	35
22.	Roberts c. Aasen, [1999] O.J. No. 1969 (QL) (C.S.J.).	29
23.	Renvoi relatif à la sécession du Québec, [1998] 2 R.C.S. 217.	15, 20
24.	Woloschuk c. Von Amerongen, [1999] A.J. No. 463 (QL), 1999 ABQB 306.	29

**VI. EXTRAITS DES LOIS, RÈGLEMENTS, RÈGLES, ORDONNANCES**

25. Forest Practices Code of British Columbia Act, L.R.C.-B. 1996, c. 159.
26. Loi constitutionnelle de 1982 (R.-U.), constituant l'annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R.-U.), 1982, c. 11, Annexe item 3, articles 16(1), 16(3) et 35(2).
27. Loi constitutionnelle de 1867 (R.-U.), 30 & 31 Vict., c. 3 articles 93 et 133.

# Loi constitutionnelle de 1982

Référence : *Loi constitutionnelle de 1982* (R.-U.), constituant l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R.-U.), 1982, c. 11

## **Partie**

### **I Charte canadienne des droits et libertés**

Garantie des droits et libertés  
Libertés fondamentales  
Droits démocratiques  
Liberté de circulation et d'établissement  
Garanties juridiques  
Droits à l'égalité  
Langues officielles du Canada  
Droits à l'instruction dans la langue de la minorité  
Recours  
Dispositions générales  
Application de la charte  
Titre

### **II Droits des peuples autochtones du Canada**

### **III Péréquation et inégalités régionales**

### **IV Conférence constitutionnelle**

#### **IV.I Conférence constitutionnelle**

#### **V Procédure de modification de la Constitution du Canada**

#### **VI Modification de la Loi constitutionnelle de 1867**

#### **VII Dispositions générales**

## **ANNEXE B**

### **LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982**

#### **PARTIE I**

#### **CHARTÉ CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS**

Attendu que le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit :

### Garantie des droits et libertés

- Droits et libertés au Canada** 1. La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

### Libertés fondamentales

- Libertés fondamentales** 2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :
- a) liberté de conscience et de religion;
  - b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
  - c) liberté de réunion pacifique;
  - d) liberté d'association.

### Droits démocratiques

- Droits démocratiques des citoyens** 3. Tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales.
- Mandat maximal des assemblées** 4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.
- Prolongations spéciales** (2) Le mandat de la Chambre des communes ou celui d'une assemblée législative peut être prolongé respectivement par le

Parlement ou par la législature en question au-delà de cinq ans en cas de guerre, d'invasion ou d'insurrection, réelles ou appréhendées, pourvu que cette prolongation ne fasse pas l'objet d'une opposition exprimée par les voix de plus du tiers des députés de la Chambre des communes ou de l'assemblée législative.

- Séance annuelle** 5. Le Parlement et les législatures tiennent une séance au moins une fois tous les douze mois.

### **Liberté de circulation et d'établissement**

- Liberté de circulation** 6. (1) Tout citoyen canadien a le droit de demeurer au Canada, d'y entrer ou d'en sortir.
- Liberté d'établissement** (2) Tout citoyen canadien et toute personne ayant le statut de résident permanent au Canada ont le droit :
- a) de se déplacer dans tout le pays et d'établir leur résidence dans toute province;
  - b) de gagner leur vie dans toute province.
- Restriction** (3) Les droits mentionnés au paragraphe (2) sont subordonnés :
- a) aux lois et usages d'application générale en vigueur dans une province donnée, s'ils n'établissent entre les personnes aucune distinction fondée principalement sur la province de résidence antérieure ou actuelle;
  - b) aux lois prévoyant de justes conditions de résidence en vue de l'obtention des services sociaux publics.
- Programmes de promotion sociale** (4) Les paragraphes (2) et (3) n'ont pas pour objet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer, dans une province, la situation d'individus défavorisés socialement ou économiquement, si le taux d'emploi dans la province est inférieur à la moyenne nationale.

## Garanties juridiques

- |   |     |   |
|---|-----|---|
| <b>Vie, liberté et sécurité</b>           | 7.  | Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.   |
| <b>Fouilles, perquisitions ou saisies</b> | 8.  | Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.  |
| <b>Détention ou emprisonnement</b>        | 9.  | Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires.   |
| <b>Arrestation ou détention</b>           | 10. | Chacun a le droit, en cas d'arrestation ou de détention : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'être informé dans les plus brefs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;</li> <li>b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit;</li> <li>c) de faire contrôler, par <i>habeas corpus</i>, la légalité de sa détention et d'obtenir, le cas échéant, sa libération.</li> </ul>  |
| <b>Affaires criminelles et pénales</b>    | 11. | Tout inculpé a le droit : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche;</li> <li>b) d'être jugé dans un délai raisonnable;</li> <li>c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche;</li> <li>d) d'être présumé innocent tant qu'il n'est pas déclaré coupable, conformément à la loi, par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès public et équitable;</li> <li>e) de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable;</li> <li>f) sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire, de bénéficier d'un procès avec jury lorsque la peine maximale prévue pour l'infraction dont il est accusé est un emprisonnement de cinq ans ou une peine plus grave;</li> <li>g) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au</li> </ul> |

moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international et n'avait pas de caractère criminel d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations;

- h)* d'une part de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement acquitté, d'autre part de ne pas être jugé ni puni de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement déclaré coupable et puni;
- i)* de bénéficier de la peine la moins sévère, lorsque la peine qui sanctionne l'infraction dont il est déclaré coupable est modifiée entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence.

<b>Cruauté</b>	<b>12.</b>	Chacun a droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.
<b>Témoignage incriminant</b>	<b>13.</b>	Chacun a droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.
<b>Interprète</b>	<b>14.</b>	La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.

#### **Droits à l'égalité**

<b>Égalité devant la loi, égalité de bénéfice et protection égale de la loi</b>	<b>15.</b>	(1) La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.
<b>Programmes de promotion sociale</b>		(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de

leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

### Langues officielles du Canada

- |   |              |   |
|---|--------------|---|
| <b>Langues officielles du Canada</b>  | <b>16.</b>   | (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.  |
| <b>Langues officielles du Nouveau-Brunswick</b>                             |              | (2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.   |
| <b>Progression vers l'égalité</b>   |              | (3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.   |
| <b>Communautés linguistiques française et anglaise du Nouveau-Brunswick</b> | <b>16.1.</b> | (1) La communauté linguistique française et la communauté linguistique anglaise du Nouveau-Brunswick ont un statut et des droits et privilèges égaux, notamment le droit à des institutions d'enseignement distinctes et aux institutions culturelles distinctes nécessaires à leur protection et à leur promotion. |
| <b>Rôle de la législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick</b>       |              | (2) Le rôle de la législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick de protéger et de promouvoir le statut, les droits et les privilèges visés au paragraphe (1) est confirmé. (83.1)   |
| <b>Travaux du Parlement</b>   | <b>17.</b>   | (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement.  |
| <b>Travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick</b>                       |              | (2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick.  |
| <b>Documents parlementaires</b>   | <b>18.</b>   | (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en  |

- anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.
- Documents de la Législature du Nouveau-Brunswick** (2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.
- Procédures devant les tribunaux établis par le Parlement** 19. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux établis par le Parlement et dans tous les actes de procédure qui en découlent.
- Procédures devant les tribunaux du Nouveau-Brunswick** (2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.
- Communications entre les administrés et les institutions fédérales** 20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas :
- a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante;
  - b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.
- Communications entre les administrés et les institutions du Nouveau-Brunswick** (2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.
- Maintien en vigueur de certaines dispositions** 21. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet, en ce qui a trait à la langue française ou anglaise ou à ces deux langues, de porter atteinte aux droits, privilèges ou obligations qui existent ou sont maintenus aux termes d'une autre disposition de la Constitution du Canada.
- Droits préservés** 22. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux

droits et privilèges, antérieurs ou postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente charte et découlant de la loi ou de la coutume, des langues autres que le français ou l'anglais.

### **Droits à l'instruction dans la langue de la minorité**

#### **Langue d'instruction**

23. (1) Les citoyens canadiens :

- a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident,
- b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province,

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

#### **Continuité d'emploi de la langue d'instruction**

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

#### **Justification par le nombre**

(3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province :

- a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;
- b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

### Recours

- |  |            |  |
|--|------------|--|
| <b>Recours en cas d'atteinte aux droits et libertés</b>  | <b>24.</b> | (1) Toute personne, victime de violation ou de négation des droits ou libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.   |
| <b>Irrecevabilité d'éléments de preuve qui risqueraient de déconsidérer l'administration de la justice</b> |            | (2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuve ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits ou libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice. |

### Dispositions générales

- |  |            |   |
|--|------------|---|
| <b>Maintien des droits et libertés des autochtones</b> | <b>25.</b> | Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne porte pas atteinte aux droits ou libertés -- ancestraux, issus de traités ou autres -- des peuples autochtones du Canada, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) aux droits ou libertés reconnus par la proclamation royale du 7 octobre 1763;</li> <li>b) aux droits ou libertés existants issus d'accords sur des revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis.</li> </ul> |
| <b>Maintien des autres droits et libertés</b>          | <b>26.</b> | Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne constitue pas une négation des autres droits ou libertés qui existent au Canada.   |
| <b>Maintien du patrimoine culturel</b>                 | <b>27.</b> | Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.   |

<b>Égalité de garantie des droits pour les deux sexes</b>	<b>28.</b>	Indépendamment des autres dispositions de la présente charte, les droits et libertés qui y sont mentionnés sont garantis également aux personnes des deux sexes.
<b>Maintien des droits relatifs à certaines écoles</b>	<b>29.</b>	Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte aux droits ou privilèges garantis en vertu de la Constitution du Canada concernant les écoles séparées et autres écoles confessionnelles.
<b>Application aux territoires</b>	<b>30.</b>	Dans la présente charte, les dispositions qui visent les provinces, leur législature ou leur assemblée législative visent également le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest ou leurs autorités législatives compétentes.
<b>Non-élargissement des compétences législatives</b>	<b>31.</b>	La présente charte n'élargit pas les compétences législatives de quelque organisme ou autorité que ce soit.

#### **Application de la charte**

<b>Application de la charte</b>	<b>32.</b>	<p>(1) La présente charte s'applique :</p> <p><i>a)</i> au Parlement et au gouvernement du Canada, pour tous les domaines relevant du Parlement, y compris ceux qui concernent le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest;</p> <p><i>b)</i> à la législature et au gouvernement de chaque province, pour tous les domaines relevant de cette législature.</p>
<b>Restriction</b>		(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'article 15 n'a d'effet que trois ans après l'entrée en vigueur du présent article.
<b>Dérogation par déclaration expresse</b>	<b>33.</b>	(1) Le Parlement ou la législature d'une province peut adopter une loi où il est expressément déclaré que celle-ci ou une de ses dispositions a effet indépendamment d'une disposition donnée de l'article 2 ou des articles 7 à 15 de la présente charte.
<b>Effet de la dérogation</b>		(2) La loi ou la disposition qui fait l'objet d'une déclaration conforme au présent article et en vigueur a l'effet qu'elle aurait sauf la disposition en cause de la charte.

<b>Durée de validité</b>	(3) La déclaration visée au paragraphe (1) cesse d'avoir effet à la date qui y est précisée ou, au plus tard, cinq ans après son entrée en vigueur.
<b>Nouvelle adoption</b>	(4) Le Parlement ou une législature peut adopter de nouveau une déclaration visée au paragraphe (1).
<b>Durée de validité</b>	(5) Le paragraphe (3) s'applique à toute déclaration adoptée sous le régime du paragraphe (4).

### Titre

<b>Titre</b>	<b>34.</b> Titre de la présente partie : <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> .
--------------	--

### PARTIE II

#### DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

<b>Confirmation des droits existants des peuples autochtones</b>	<b>35.</b> (1) Les droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada sont reconnus et confirmés.
<b>Définition de « peuples autochtones du Canada »</b>	(2) Dans la présente loi, « peuples autochtones du Canada » s'entend notamment des Indiens, des Inuit et des Métis du Canada.
<b>Accords sur des revendications territoriales</b>	(3) Il est entendu que sont compris parmi les droits issus de traités, dont il est fait mention au paragraphe (1), les droits existants issus d'accords sur des revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis.
<b>Égalité de garantie des droits pour les deux sexes</b>	(4) Indépendamment de toute autre disposition de la présente loi, les droits — ancestraux ou issus de traités — visés au paragraphe (1) sont garantis également aux personnes des deux sexes.
<b>Engagement relatif à la</b>	<b>35.1</b> Les gouvernements fédéral et provinciaux sont liés par l'engagement de principe selon lequel le premier ministre du

**participation à  
une conférence  
constitutionnelle**

Canada, avant toute modification de la catégorie 24 de l'article 91 de la « *Loi constitutionnelle de 1867* », de l'article 25 de la présente loi ou de la présente partie :

- a) convoquera une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même et comportant à son ordre du jour la question du projet de modification;
- b) invitera les représentants des peuples autochtones du Canada à participer aux travaux relatifs à cette question.

**PARTIE III  
PÉRÉQUATION ET INÉGALITÉS RÉGIONALES**

**Engagements  
relatifs à  
l'égalité des  
chances**

36. (1) Sous réserve des compétences législatives du Parlement et des législatures et de leur droit de les exercer, le Parlement et les législatures, ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux, s'engagent à
- a) promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être;
  - b) favoriser le développement économique pour réduire l'inégalité des chances;
  - c) fournir à tous les Canadiens, à un niveau de qualité acceptable, les services publics essentiels.

**Engagement  
relatif aux  
services publics**

(2) Le Parlement et le gouvernement du Canada prennent l'engagement de principe de faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables.

**PARTIE IV  
CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE**

**[Abrogé]**

37. Abrogé.

**PARTIE IV.1**

## CONFÉRENCES CONSTITUTIONNELLES

[Abrogé]                    37.1    Abrogé.

### PARTIE V PROCÉDURE DE MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA

- |  |     |   |
|--|-----|---|
| <b>Procédure normale de modification</b> | 38. | <p>(1) La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois :</p> <p><i>a)</i> par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes;</p> <p><i>b)</i> par des résolutions des assemblées législatives d'au moins deux tiers des provinces dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de toutes les provinces.</p> |
| <b>Majorité simple</b>                   |     | <p>(2) Une modification faite conformément au paragraphe (1) mais dérogoire à la compétence législative, aux droits de propriété ou à tous autres droits ou privilèges d'une législature ou d'un gouvernement provincial exige une résolution adoptée à la majorité des sénateurs, des députés fédéraux et des députés de chacune des assemblées législatives du nombre requis de provinces.</p>  |
| <b>Désaccord</b>                         |     | <p>(3) La modification visée au paragraphe (2) est sans effet dans une province dont l'assemblée législative a, avant la prise de la proclamation, exprimé son désaccord par une résolution adoptée à la majorité des députés, sauf si cette assemblée, par résolution également adoptée à la majorité, revient sur son désaccord et autorise la modification.</p>  |
| <b>Levée du désaccord</b>                |     | <p>(4) La résolution de désaccord visée au paragraphe (3) peut être révoquée à tout moment, indépendamment de la date de la proclamation à laquelle elle se rapporte.</p>   |
| <b>Restriction</b>                       | 39. | <p>(1) La proclamation visée au paragraphe 38(1) ne peut être prise dans l'année suivant l'adoption de la résolution à l'origine de la procédure de modification que si l'assemblée législative de chaque province a préalablement adopté une résolution d'agrément ou de désaccord.</p>  |

- Idem** (2) La proclamation visée au paragraphe 38(1) ne peut être prise que dans les trois ans suivant l'adoption de la résolution à l'origine de la procédure de modification.
- Compensation** 40. Le Canada fournit une juste compensation aux provinces auxquelles ne s'applique pas une modification faite conformément au paragraphe 38(1) et relative, en matière d'éducation ou dans d'autres domaines culturels, à un transfert de compétences législatives provinciales au Parlement.
- Consentement unanime** 41. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province :
- a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;
  - b) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de députés au moins égal à celui des sénateurs par lesquels elle est habilitée à être représentée lors de l'entrée en vigueur de la présente partie;
  - c) sous réserve de l'article 43, l'usage du français ou de l'anglais;
  - d) la composition de la Cour suprême du Canada;
  - e) la modification de la présente partie.
- Procédure normale de modification** 42. (1) Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait conformément au paragraphe 38(1) :
- a) le principe de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévu par la Constitution du Canada;
  - b) les pouvoirs du Sénat et le mode de sélection des sénateurs;
  - c) le nombre des sénateurs par lesquels une province est habilitée à être représentée et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;
  - d) sous réserve de l'alinéa 41*d*), la Cour suprême du Canada;
  - e) le rattachement aux provinces existantes de tout ou partie des territoires;

f) par dérogation à toute autre loi ou usage, la création de provinces.

- Exception** (2) Les paragraphes 38(2) à (4) ne s'appliquent pas aux questions mentionnées au paragraphe (1).
- Modification à l'égard de certaines provinces** 43. Les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement ne peuvent être modifiées que par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province concernée. Le présent article s'applique notamment :
- a) aux changements du tracé des frontières interprovinciales;
- b) aux modifications des dispositions relatives à l'usage du français ou de l'anglais dans une province.
- Modification par le Parlement** 44. Sous réserve des articles 41 et 42, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat ou à la Chambre des communes.
- Modification par les législatures** 45. Sous réserve de l'article 41, une législature a compétence exclusive pour modifier la constitution de sa province.
- Initiative des procédures** 46. (1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 38, 41, 42 et 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à une assemblée législative.
- Possibilité de révocation** (2) Une résolution d'agrément adoptée dans le cadre de la présente partie peut être révoquée à tout moment avant la date de la proclamation qu'elle autorise.
- Modification sans résolution du Sénat** 47. (1) Dans les cas visés à l'article 38, 41, 42 ou 43, il peut être passé outre au défaut d'autorisation du Sénat si celui-ci n'a pas adopté de résolution dans un délai de cent quatre-vingts jours suivant l'adoption de celle de la Chambre des communes et si cette dernière, après l'expiration du délai, adopte une nouvelle résolution dans le même sens.
- Computation du délai** (2) Dans la computation du délai visé au paragraphe (1), ne sont pas comptées les périodes pendant lesquelles le Parlement est prorogé ou dissous.
- Demande de** 48. Le Conseil privé de la Reine pour le Canada demande au



<b>Modifications corrélatives</b>		(2) Tout texte législatif ou réglementaire, sauf la <i>Loi de 1982 sur le Canada</i> , qui fait mention d'un texte législatif ou décret figurant à l'annexe par le titre indiqué à la colonne I est modifié par substitution à ce titre du titre correspondant mentionné à la colonne III; tout Acte de l'Amérique du Nord britannique non mentionné à l'annexe peut être cité sous le titre de <i>Loi constitutionnelle</i> suivi de l'indication de l'année de son adoption et éventuellement de son numéro.
<b>Abrogation et modifications qui en découlent</b>	<b>54.</b>	La partie IV est abrogée un an après l'entrée en vigueur de la présente partie et le gouverneur général peut, par proclamation sous le grand sceau du Canada, abroger le présent article et apporter en conséquence de cette double abrogation les aménagements qui s'imposent à la présente loi.
<b>[Abrogé]</b>	<b>54.1</b>	Abrogé.
<b>Version française de certains textes constitutionnels</b>	<b>55.</b>	Le ministre de la Justice du Canada est chargé de rédiger, dans les meilleurs délais, la version française des parties de la Constitution du Canada qui figurent à l'annexe; toute partie suffisamment importante est, dès qu'elle est prête, déposée pour adoption par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, conformément à la procédure applicable à l'époque à la modification des dispositions constitutionnelles qu'elle contient.
<b>Versions française et anglaise de certains textes constitutionnels</b>	<b>56.</b>	Les versions française et anglaise des parties de la Constitution du Canada adoptées dans ces deux langues ont également force de loi. En outre, ont également force de loi, dès l'adoption, dans le cadre de l'article 55, d'une partie de la version française de la Constitution, cette partie et la version anglaise correspondante.
<b>Versions française et anglaise de la présente loi</b>	<b>57.</b>	Les versions française et anglaise de la présente loi ont également force de loi.
<b>Entrée en vigueur</b>	<b>58.</b>	Sous réserve de l'article 59, la présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation de la Reine ou du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
<b>Entrée en vigueur de l'alinéa 23(1)a pour le Québec</b>	<b>59.</b>	(1) L'alinéa 23(1)a) entre en vigueur pour le Québec à la date fixée par proclamation de la Reine ou du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
<b>Autorisation du</b>		(2) La proclamation visée au paragraphe (1) ne peut être prise

<b>Québec</b>		qu'après autorisation de l'assemblée législative ou du gouvernement du Québec.
<b>Abrogation du présent article</b>		(3) Le présent article peut être abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 23(1)a) pour le Québec, et la présente loi faire l'objet, dès cette abrogation, des modifications et changements de numérotation qui en découlent, par proclamation de la Reine ou du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
<b>Titres</b>	<b>60.</b>	Titre abrégé de la présente loi : <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> ; titre commun des lois constitutionnelles de 1867 à 1975 (n°2) et de la présente loi : <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> .
<b>Mentions</b>	<b>61.</b>	Toute mention des « <i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> » est réputée constituer également une mention de la « <i>Proclamation de 1983 modifiant la Constitution</i> ».

**ANNEXE**  
**de la**  
**LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982**  
**ACTUALISATION DE LA CONSTITUTION**

<b>Item</b>	<b>Colonne I</b>	<b>Colonne II</b>	<b>Colonne III</b>
	<b>Loi visée</b>	<b>Modification</b>	<b>Nouveau titre</b>
<b>1.</b>	Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, 30-31 Victoria, c. 3 (R.-U.)	<p>(1) L'article 1 est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>« 1. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1867.</i> »</p> <p>(2) L'article 20 est abrogé.</p> <p>(3) La catégorie 1 de l'article 91 est abrogée.</p> <p>(4) La catégorie 1 de l'article 92 est abrogée.</p>	Loi constitutionnelle de 1867
<b>2.</b>	Acte pour amender et	(1) Le titre complet est	Loi de 1870 sur le

- |    |   |   |   |
|----|---|---|---|
|    | continuer l'acte trente-deux et trente-trois Victoria, chapitre trois, et pour établir et constituer le gouvernement de la province de Manitoba, 1870, 33 Victoria, c. 3 (Canada) | abrogé et remplacé par ce qui suit :<br><br>« <i>Loi de 1870 sur le Manitoba.</i> »                                     | Manitoba  |
|    |   | (2) L'article 20 est abrogé.  |   |
| 3. | Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, en date du 23 juin 1870  |   | Décret en conseil sur la terre de Rupert et le territoire du Nord-Ouest |
| 4. | Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant la Colombie-Britannique, en date du 16 mai 1871   |   | Conditions de l'adhésion de la Colombie-Britannique                     |
| 5. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1871, 34-35 Victoria, c. 28 (R.-U.)   | L'article 1 est abrogé et remplacé par ce qui suit :<br><br>« 1. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1871.</i> » | Loi constitutionnelle de 1871   |
| 6. | Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant l'Île-du-Prince-Édouard, en date du 26 juin 1873  |   | Conditions de l'adhésion de l'Île-du-Prince-Édouard                     |
| 7. | Acte du Parlement du Canada, 1875, 38-39 Victoria, c. 38 (R.-U.)  |   | Loi de 1875 sur le Parlement du Canada                                  |
| 8. | Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant dans l'Union tous les territoires et possessions britanniques dans l'Amérique du Nord, et les îles adjacentes à ces                     |   | Décret en conseil sur les territoires adjacents                         |

territoires et possessions,  
en date du 31 juillet 1880

- |            |  |   |   |
|------------|--|---|---|
| <b>9.</b>  | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1886, 49-50 Victoria, c. 35 (R.-U.)  | L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit :        | Loi constitutionnelle de 1886                       |
|            |  | « 3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1886.</i> » |   |
| <b>10.</b> | Acte du Canada (limites d'Ontario) 1889, 52-53 Victoria, c. 28 (R.-U.)   |   | Loi de 1889 sur le Canada (frontières de l'Ontario) |
| <b>11.</b> | Acte concernant l'Orateur canadien (nomination d'un suppléant) 1895, 2 <sup>e</sup> session, 59 Victoria, c. 3 (R.-U.) | La loi est abrogée.   |   |
| <b>12.</b> | Acte de l'Alberta, 1905, 4-5 Édouard VII, c. 3 (Canada)  |   | Loi sur l'Alberta                                   |
| <b>13.</b> | Acte de la Saskatchewan, 1905, 4-5 Édouard VII, c. 42 (Canada)   |   | Loi sur la Saskatchewan                             |
| <b>14.</b> | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907, 7 Édouard VII, c. 11 (R.-U.)   | L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :        | Loi constitutionnelle de 1907                       |
|            |  | « 2. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1907.</i> » |   |
| <b>15.</b> | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1915, 5-6 George V, c. 45 (R.-U.)  | L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit :        | Loi constitutionnelle de 1915                       |
|            |  | « 3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1915.</i> » |   |
| <b>16.</b> | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1930, 20-21 George V, c. 26 (R.-U.)  | L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit :        | Loi constitutionnelle de 1930                       |
|            |  | « 3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de</i>         |   |

1930. »

- |     |   |   |                               |
|-----|---|---|-------------------------------|
| 17. | Statut de Westminster, 1931, 22 George V, c. 4 (R.-U.)                          | Dans la mesure où ils s'appliquent au Canada :              | Statut de Westminster de 1931 |
|     |   | a) l'article 4 est abrogé;                                  |                               |
|     |   | b) le paragraphe 7(1) est abrogé.                           |                               |
| 18. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1940, 3-4 George VI, c. 36 (R.-U.)      | L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :        | Loi constitutionnelle de 1940 |
|     |   | « 2. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1940.</i> » |                               |
| 19. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1943, 6-7 George VI, c. 30 (R.-U.)      | La loi est abrogée.   |                               |
| 20. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1946, 9-10 George VI, c. 63 (R.-U.)     | La loi est abrogée.   |                               |
| 21. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949, 12-13 George VI, c. 22 (R.-U.)    | L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit :        | Loi sur Terre-Neuve           |
|     |   | « 3. Titre abrégé : <i>Loi sur Terre-Neuve.</i> »           |                               |
| 22. | Acte de l'Amérique du Nord britannique (n° 2) 1949, 13 George VI, c. 81 (R.-U.) | La loi est abrogée.   |                               |
| 23. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1951, 14-15 George VI, c. 32 (R.-U.)    | La loi est abrogée.   |                               |
| 24. | Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1952, 1 Elizabeth II, c. 15 (Canada)    | La loi est abrogée.   |                               |
| 25. | Acte de l'Amérique du   | L'article 2 est abrogé et                                   | Loi constitutionnelle de      |

- Nord britannique, 1960, 9 Elizabeth II, c. 2 (R.-U.) remplacé par ce qui suit : 1960  
« 2. Titre abrégé : *Loi constitutionnelle de 1960.* »
26. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1964, 12-13 Elizabeth II, c. 73 (R.-U.) Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1964, L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1964  
« 2. Titre abrégé : *Loi constitutionnelle de 1964.* »
27. Acte de l'Amérique Nord britannique, 1965, 14 Elizabeth II, c. 4, Partie I (Canada) L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1965  
« 2. Titre abrégé de la présente partie : *Loi constitutionnelle de 1965.* »
28. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1974, 23 Elizabeth II, c. 13, Partie I (Canada) L'article 3, modifié par le paragraphe 38(1) de la loi 25-26 Elizabeth II, c. 28 (Canada), est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1974  
« 3. Titre abrégé de la présente partie : *Loi constitutionnelle de 1974.* »
29. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1975, 23-24 Elizabeth II, c. 28, Partie I (Canada) L'article 3, modifié par l'article 31 de la loi 25-26 Elizabeth II, c. 28 (Canada), est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1975  
« 3. Titre abrégé de la présente partie : *Loi constitutionnelle n° 1 de 1975.* »
30. Acte de l'Amérique du Nord britannique n° 2, L'article 3 est abrogé et 1975  
Loi constitutionnelle n° 2 de 1975

1975, 23-24 Elizabeth II, remplacé par ce qui suit :  
c. 53 (Canada)

« 3. Titre abrégé : *Loi  
constitutionnelle n° 2 de  
1975.* »

# The Constitution Act, 1982

Citation: *The Constitution Act, 1982*, being Schedule B to the *Canada Act 1982 (U.K.)*, 1982, c. 11

## Part

### **I Canadian Charter of Rights and Freedoms**

Guarantee of Rights and Freedoms  
 Fundamental Freedoms  
 Democratic Rights  
 Mobility Rights  
 Legal Rights  
 Equality Rights  
 Official Languages of Canada  
 Minority Language Educational Rights  
 Enforcement  
 General  
 Application of Charter  
 Citation

### **II Rights of the Aboriginal Peoples of Canada**

### **III Equalization and Regional Disparities**

### **IV Constitutional Conference**

### **IV.I Constitutional Conferences**

### **V Procedure for Amending Constitution of Canada**

### **VI Amendment to the Constitution Act, 1867**

### **VII General**

## **SCHEDULE B**

## **CONSTITUTION ACT, 1982**

### **PART I**

### **CANADIAN CHARTER OF RIGHTS AND FREEDOMS**

Whereas Canada is founded upon principles that recognize the supremacy of God and the rule of law:

## Guarantee of Rights and Freedoms

### Rights and freedoms in Canada

1. The *Canadian Charter of Rights and Freedoms* guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

## Fundamental Freedoms

### Fundamental freedoms

2. Everyone has the following fundamental freedoms:
  - (a) freedom of conscience and religion;
  - (b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of communication;
  - (c) freedom of peaceful assembly; and
  - (d) freedom of association.

## Democratic Rights

### Democratic rights of citizens

3. Every citizen of Canada has the right to vote in an election of members of the House of Commons or of a legislative assembly and to be qualified for membership therein.

### Maximum duration of legislative bodies

4. (1) No House of Commons and no legislative assembly shall continue for longer than five years from the date fixed for the return of the writs of a general election of its members.

### Continuation in special circumstances

- (2) In time of real or apprehended war, invasion or insurrection, a House of Commons may be continued by Parliament and a legislative assembly may be continued by the legislature beyond five years if such continuation is not opposed by the votes of more than one-third of the members of the House of Commons or the legislative assembly, as the case may be.

### Annual sitting of legislative bodies

5. There shall be a sitting of Parliament and of each legislature at least once every twelve months.

### Mobility Rights

- |   |    |  |
|---|----|--|
| <b>Mobility of citizens</b>               | 6. | (1) Every citizen of Canada has the right to enter, remain in and leave Canada.  |
| <b>Rights to move and gain livelihood</b> |    | (2) Every citizen of Canada and every person who has the status of a permanent resident of Canada has the right <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) to move to and take up residence in any province; and</li> <li>(b) to pursue the gaining of a livelihood in any province.</li> </ul>  |
| <b>Limitation</b>                         |    | (3) The rights specified in subsection (2) are subject to <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) any laws or practices of general application in force in a province other than those that discriminate among persons primarily on the basis of province of present or previous residence; and</li> <li>(b) any laws providing for reasonable residency requirements as a qualification for the receipt of publicly provided social services.</li> </ul> |
| <b>Affirmative action programs</b>        |    | (4) Subsections (2) and (3) do not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration in a province of conditions of individuals in that province who are socially or economically disadvantaged if the rate of employment in that province is below the rate of employment in Canada.  |

### Legal Rights

- |   |    |  |
|---|----|--|
| <b>Life, liberty and security of person</b> | 7. | Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice. |
| <b>Search or seizure</b>                    | 8. | Everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure.  |
| <b>Detention or</b>                         | 9. | Everyone has the right not to be arbitrarily detained or   |

**imprisonment**

imprisoned.

**Arrest or  
detention**

10. Everyone has the right on arrest or detention
- (a) to be informed promptly of the reasons therefor;
  - (b) to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right; and
  - (c) to have the validity of the detention determined by way of *habeas corpus* and to be released if the detention is not lawful.

**Proceedings in  
criminal and  
penal matters**

11. Any person charged with an offence has the right
- (a) to be informed without unreasonable delay of the specific offence;
  - (b) to be tried within a reasonable time;
  - (c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence;
  - (d) to be presumed innocent until proven guilty according to law in a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal;
  - (e) not to be denied reasonable bail without just cause;
  - (f) except in the case of an offence under military law tried before a military tribunal, to the benefit of trial by jury where the maximum punishment for the offence is imprisonment for five years or a more severe punishment;
  - (g) not to be found guilty on account of any act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law or was criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations;
  - (h) if finally acquitted of the offence, not to be tried for it again and, if finally found guilty and punished for the offence, not to be tried or punished for it again; and
  - (i) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment.

- |                                |            |  |
|--------------------------------|------------|--|
| <b>Treatment or punishment</b> | <b>12.</b> | Everyone has the right not to be subjected to any cruel and unusual treatment or punishment.   |
| <b>Self-crimination</b>        | <b>13.</b> | A witness who testifies in any proceedings has the right not to have any incriminating evidence so given used to incriminate that witness in any other proceedings, except in a prosecution for perjury or for the giving of contradictory evidence. |
| <b>Interpreter</b>             | <b>14.</b> | A party or witness in any proceedings who does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted or who is deaf has the right to the assistance of an interpreter.   |

### **Equality Rights**

- |  |            |  |
|--|------------|--|
| <b>Equality before and under law and equal protection and benefit of law</b> | <b>15.</b> | (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.         |
| <b>Affirmative action programs</b>   |            | (2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability. |

### **Official Languages of Canada**

- |  |            |  |
|--|------------|--|
| <b>Official languages of Canada</b>        | <b>16.</b> | (1) English and French are the official languages of Canada and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the Parliament and government of Canada.                |
| <b>Official languages of New Brunswick</b> |            | (2) English and French are the official languages of New Brunswick and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the legislature and government of New Brunswick. |
| <b>Advancement of</b>                      |            | (3) Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or  |

- status and use** a legislature to advance the equality of status or use of English and French.
- English and French linguistic communities in New Brunswick** 16.1. (1) The English linguistic community and the French linguistic community in New Brunswick have equality of status and equal rights and privileges, including the right to distinct educational institutions and such distinct cultural institutions as are necessary for the preservation and promotion of those communities.
- Role of the legislature and government of New Brunswick** (2) The role of the legislature and government of New Brunswick to preserve and promote the status, rights and privileges referred to in subsection (1) is affirmed.
- Proceedings of Parliament** 17. (1) Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of Parliament.
- Proceedings of New Brunswick legislature** (2) Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of the legislature of New Brunswick.
- Parliamentary statutes and records** 18. (1) The statutes, records and journals of Parliament shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.
- New Brunswick statutes and records** (2) The statutes, records and journals of the legislature of New Brunswick shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.
- Proceedings in courts established by Parliament** 19. (1) Either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court established by Parliament.
- Proceedings in New Brunswick courts** (2) Either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court of New Brunswick.
- Communications by public with federal institutions** 20. (1) Any member of the public in Canada has the right to communicate with, and to receive available services from, any head or central office of an institution of the Parliament or government of Canada in English or French, and has the same right with respect to any other office of any such institution where
- (a) there is a significant demand for communications with and services from that office in such language; or

(b) due to the nature of the office, it is reasonable that communications with and services from that office be available in both English and French.

**Communications by public with New Brunswick institutions**

(2) Any member of the public in New Brunswick has the right to communicate with, and to receive available services from, any office of an institution of the legislature or government of New Brunswick in English or French.

**Continuation of existing constitutional provisions**

21. Nothing in sections 16 to 20 abrogates or derogates from any right, privilege or obligation with respect to the English and French languages, or either of them, that exists or is continued by virtue of any other provision of the Constitution of Canada.

**Rights and privileges preserved**

22. Nothing in sections 16 to 20 abrogates or derogates from any legal or customary right or privilege acquired or enjoyed either before or after the coming into force of this Charter with respect to any language that is not English or French.

**Minority Language Educational Rights**

**Language of instruction**

23. (1) Citizens of Canada  
 (a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or  
 (b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province,  
 have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

**Continuity of language instruction**

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language.

**Application where numbers warrant**

(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic

minority population of a province

- (a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and
- (b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language educational facilities provided out of public funds.

### Enforcement

**Enforcement of  
guaranteed  
rights and  
freedoms**

24. (1) Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.

**Exclusion of  
evidence  
bringing  
administration  
of justice into  
disrepute**

- (2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.

### General

**Aboriginal  
rights and  
freedoms not  
affected by  
Charter**

25. The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed so as to abrogate or derogate from any aboriginal, treaty or other rights or freedoms that pertain to the aboriginal peoples of Canada including
- (a) any rights or freedoms that have been recognized by the Royal Proclamation of October 7, 1763; and
  - (b) any rights or freedoms that now exist by way of land claims agreements or may be so acquired.

- Other rights and freedoms not affected by Charter** 26. The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed as denying the existence of any other rights or freedoms that exist in Canada.
- Multicultural heritage** 27. This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians.
- Rights guaranteed equally to both sexes** 28. Notwithstanding anything in this Charter, the rights and freedoms referred to in it are guaranteed equally to male and female persons.
- Rights respecting certain schools preserved** 29. Nothing in this Charter abrogates or derogates from any rights or privileges guaranteed by or under the Constitution of Canada in respect of denominational, separate or dissentient schools.
- Application to territories and territorial authorities** 30. A reference in this Charter to a Province or to the legislative assembly or legislature of a province shall be deemed to include a reference to the Yukon Territory and the Northwest Territories, or to the appropriate legislative authority thereof, as the case may be.
- Legislative powers not extended** 31. Nothing in this Charter extends the legislative powers of any body or authority.

#### **Application of Charter**

- Application of Charter** 32. (1) This Charter applies
- (a) to the Parliament and government of Canada in respect of all matters within the authority of Parliament including all matters relating to the Yukon Territory and Northwest Territories; and
  - (b) to the legislature and government of each province in respect of all matters within the authority of the legislature of each province.
- Exception** (2) Notwithstanding subsection (1), section 15 shall not have effect until three years after this section comes into force.

- Exception where express declaration** 33. (1) Parliament or the legislature of a province may expressly declare in an Act of Parliament or of the legislature, as the case may be, that the Act or a provision thereof shall operate notwithstanding a provision included in section 2 or sections 7 to 15 of this Charter.
- Operation of exception** (2) An Act or a provision of an Act in respect of which a declaration made under this section is in effect shall have such operation as it would have but for the provision of this Charter referred to in the declaration.
- Five year limitation** (3) A declaration made under subsection (1) shall cease to have effect five years after it comes into force or on such earlier date as may be specified in the declaration.
- Re-enactment** (4) Parliament or the legislature of a province may re-enact a declaration made under subsection (1).
- Five year limitation** (5) Subsection (3) applies in respect of a re-enactment made under subsection (4).

#### **Citation**

- Citation** 34. This Part may be cited as the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

### **PART II RIGHTS OF THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA**

- Recognition of existing aboriginal and treaty rights** 35. (1) The existing aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada are hereby recognized and affirmed.
- Definition of "aboriginal peoples of Canada"** (2) In this Act, "aboriginal peoples of Canada" includes the Indian, Inuit and Métis peoples of Canada.

**Land claims agreements**

(3) For greater certainty, in subsection (1) "treaty rights" includes rights that now exist by way of land claims agreements or may be so acquired.

**Aboriginal and treaty rights are guaranteed equally to both sexes**

(4) Notwithstanding any other provision of this Act, the aboriginal and treaty rights referred to in subsection (1) are guaranteed equally to male and female persons.

**Commitment to participation in constitutional conference**

35.1 The government of Canada and the provincial governments are committed to the principle that, before any amendment is made to Class 24 of section 91 of the "*Constitution Act, 1867*", to section 25 of this Act or to this Part,

- (a) a constitutional conference that includes in its agenda an item relating to the proposed amendment, composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces, will be convened by the Prime Minister of Canada; and
- (b) the Prime Minister of Canada will invite representatives of the aboriginal peoples of Canada to participate in the discussions on that item.

### PART III EQUALIZATION AND REGIONAL DISPARITIES

**Commitment to promote equal opportunities**

36. (1) Without altering the legislative authority of Parliament or of the provincial legislatures, or the rights of any of them with respect to the exercise of their legislative authority, Parliament and the legislatures, together with the government of Canada and the provincial governments, are committed to

- (a) promoting equal opportunities for the well-being of Canadians;
- (b) furthering economic development to reduce disparity in opportunities; and
- (c) providing essential public services of reasonable quality to all Canadians.

**Commitment**

(2) Parliament and the government of Canada are committed to

**respecting  
public services**

the principle of making equalization payments to ensure that provincial governments have sufficient revenues to provide reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation.

#### **PART IV CONSTITUTIONAL CONFERENCE**

37.

#### **PART IV.I CONSTITUTIONAL CONFERENCES**

37.1

#### **PART V PROCEDURE FOR AMENDING CONSTITUTION OF CANADA**

**General  
procedure for  
amending  
Constitution of  
Canada**

38. (1) An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by
- (a) resolutions of the Senate and House of Commons; and
  - (b) resolutions of the legislative assemblies of at least two-thirds of the provinces that have, in the aggregate, according to the then latest general census, at least fifty per cent of the population of all the provinces.

**Majority of  
members**

- (2) An amendment made under subsection (1) that derogates from the legislative powers, the proprietary rights or any other rights or privileges of the legislature or government of a province shall require a resolution supported by a majority of the members

of each of the Senate, the House of Commons and the legislative assemblies required under subsection (1).

**Expression of dissent**

(3) An amendment referred to in subsection (2) shall not have effect in a province the legislative assembly of which has expressed its dissent thereto by resolution supported by a majority of its members prior to the issue of the proclamation to which the amendment relates unless that legislative assembly, subsequently, by resolution supported by a majority of its members, revokes its dissent and authorizes the amendment.

**Revocation of dissent**

(4) A resolution of dissent made for the purposes of subsection (3) may be revoked at any time before or after the issue of the proclamation to which it relates.

**Restriction on proclamation**

39. (1) A proclamation shall not be issued under subsection 38(1) before the expiration of one year from the adoption of the resolution initiating the amendment procedure thereunder, unless the legislative assembly of each province has previously adopted a resolution of assent or dissent.

**Idem**

(2) A proclamation shall not be issued under subsection 38(1) after the expiration of three years from the adoption of the resolution initiating the amendment procedure thereunder.

**Compensation**

40. Where an amendment is made under subsection 38(1) that transfers provincial legislative powers relating to education or other cultural matters from provincial legislatures to Parliament, Canada shall provide reasonable compensation to any province to which the amendment does not apply.

**Amendment by unanimous consent**

41. An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province:

- (a) the office of the Queen, the Governor General and the Lieutenant Governor of a province;
- (b) the right of a province to a number of members in the House of Commons not less than the number of Senators by which the province is entitled to be represented at the time this Part comes into force;
- (c) subject to section 43, the use of the English or the French language;
- (d) the composition of the Supreme Court of

Canada; and  
 (e) an amendment to this Part.

- Amendment by general procedure**      42. (1) An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made only in accordance with subsection 38(1):
- (a) the principle of proportionate representation of the provinces in the House of Commons prescribed by the Constitution of Canada;
  - (b) the powers of the Senate and the method of selecting Senators;
  - (c) the number of members by which a province is entitled to be represented in the Senate and the residence qualifications of Senators;
  - (d) subject to paragraph 41(d), the Supreme Court of Canada;
  - (e) the extension of existing provinces into the territories; and
  - (f) notwithstanding any other law or practice, the establishment of new provinces.
- Exception**      (2) Subsections 38(2) to (4) do not apply in respect of amendments in relation to matters referred to in subsection (1).
- Amendment of provisions relating to some but not all provinces**      43. An amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces, including
- (a) any alteration to boundaries between provinces, and
  - (b) any amendment to any provision that relates to the use of the English or the French language within a province,
- may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies.
- Amendments by Parliament**      44. Subject to sections 41 and 42, Parliament may exclusively make laws amending the Constitution of Canada in relation to the executive government of Canada or the Senate and House of Commons.

- Amendments by provincial legislatures** 45. Subject to section 41, the legislature of each province may exclusively make laws amending the constitution of the province.
- Initiation of amendment procedures** 46. (1) The procedures for amendment under sections 38, 41, 42 and 43 may be initiated either by the Senate or the House of Commons or by the legislative assembly of a province.
- Revocation of authorization** (2) A resolution of assent made for the purposes of this Part may be revoked at any time before the issue of a proclamation authorized by it.
- Amendments without Senate resolution** 47. (1) An amendment to the Constitution of Canada made by proclamation under section 38, 41, 42 or 43 may be made without a resolution of the Senate authorizing the issue of the proclamation if, within one hundred and eighty days after the adoption by the House of Commons of a resolution authorizing its issue, the Senate has not adopted such a resolution and if, at any time after the expiration of that period, the House of Commons again adopts the resolution.
- Computation of period** (2) Any period when Parliament is prorogued or dissolved shall not be counted in computing the one hundred and eighty day period referred to in subsection (1).
- Advice to issue proclamation** 48. The Queen's Privy Council for Canada shall advise the Governor General to issue a proclamation under this Part forthwith on the adoption of the resolutions required for an amendment made by proclamation under this Part.
- Constitutional conference** 49. A constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada within fifteen years after this Part comes into force to review the provisions of this Part.

**PART VI**  
**AMENDMENT TO THE CONSTITUTION ACT, 1867**

50.

51.

**PART VII  
GENERAL**

- |   |             |   |
|---|-------------|---|
| <b>Primacy of<br/>Constitution of<br/>Canada</b>    | <b>52.</b>  | (1) The Constitution of Canada is the supreme law of Canada, and any law that is inconsistent with the provisions of the Constitution is, to the extent of the inconsistency, of no force or effect.  |
| <b>Constitution of<br/>Canada</b>                   |             | (2) The Constitution of Canada includes <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the <i>Canada Act 1982</i>, including this Act;</li> <li>(b) the Acts and orders referred to in the schedule; and</li> <li>(c) any amendment to any Act or order referred to in paragraph (a) or (b).</li> </ul>   |
| <b>Amendments to<br/>Constitution of<br/>Canada</b> |             | (3) Amendments to the Constitution of Canada shall be made only in accordance with the authority contained in the Constitution of Canada.   |
| <b>Repeals and new<br/>names</b>                    | <b>53.</b>  | (1) The enactments referred to in Column I of the schedule are hereby repealed or amended to the extent indicated in Column II thereof and, unless repealed, shall continue as law in Canada under the names set out in Column III thereof.   |
| <b>Consequential<br/>amendments</b>                 |             | (2) Every enactment, except the <i>Canada Act 1982</i> , that refers to an enactment referred to in the schedule by the name in Column I thereof is hereby amended by substituting for that name the corresponding name in Column III thereof, and any British North America Act not referred to in the schedule may be cited as the <i>Constitution Act</i> followed by the year and number, if any, of its enactment. |
| <b>Repeal and<br/>consequential<br/>amendments</b>  | <b>54.</b>  | Part IV is repealed on the day that is one year after this Part comes into force and this section may be repealed and this Act renumbered, consequentially upon the repeal of Part IV and this section, by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada.  |
| <b>[Repealed]</b>                                   | <b>54.1</b> |   |

- French version of Constitution of Canada** 55. A French version of the portions of the Constitution of Canada referred to in the schedule shall be prepared by the Minister of Justice of Canada as expeditiously as possible and, when any portion thereof sufficient to warrant action being taken has been so prepared, it shall be put forward for enactment by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada pursuant to the procedure then applicable to an amendment of the same provisions of the Constitution of Canada.
- English and French versions of certain constitutional texts** 56. Where any portion of the Constitution of Canada has been or is enacted in English and French or where a French version of any portion of the Constitution is enacted pursuant to section 55, the English and French versions of that portion of the Constitution are equally authoritative.
- English and French versions of this Act** 57. The English and French versions of this Act are equally authoritative.
- Commencement** 58. Subject to section 59, this Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.
- Commencement of paragraph 23(1)(a) in respect of Quebec** 59. (1) Paragraph 23(1)(a) shall come into force in respect of Quebec on a day to be fixed by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.
- Authorization of Quebec** (2) A proclamation under subsection (1) shall be issued only where authorized by the legislative assembly or government of Quebec.
- Repeal of this section** (3) This section may be repealed on the day paragraph 23(1)(a) comes into force in respect of Quebec and this Act amended and renumbered, consequentially upon the repeal of this section, by proclamation issued by the Queen or the Governor General under the Great Seal of Canada.
- Short title and citations** 60. This Act may be cited as the *Constitution Act, 1982*, and the Constitution Acts 1867 to 1975 (No. 2) and this Act may be cited together as the *Constitution Acts, 1867 to 1982*.
- References** 61. A reference to the "*Constitution Acts, 1867 to 1982*" shall be deemed to include a reference to the "*Constitution Amendment Proclamation, 1983*".

**SCHEDULE TO THE  
CONSTITUTION ACT, 1982**

**MODERNIZATION OF THE CONSTITUTION**

<b>Item</b>	<b>Column I Act Affected</b>	<b>Column II Amendment</b>	<b>Column III New Name</b>
1.	British North America Act, 1867, 30-31 Vict., c. 3 (U.K.)	(1) Section 1 is repealed and the following substituted therefor:  "1. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1867</i> ."  (2) Section 20 is repealed.  (3) Class 1 of section 91 is repealed.  (4) Class 1 of section 92 is repealed.	Constitution Act, 1867
2.	An Act to amend and continue the Act 32-33 Victoria chapter 3; and to establish and provide for the Government of the Province of Manitoba, 1870, 33 Vict., c. 3 (Can.)	(1) The long title is repealed and the following substituted therefor: " <i>Manitoba Act, 1870</i> ."  (2) Section 20 is repealed.	Manitoba Act, 1870
3.	Order of Her Majesty in Council admitting Rupert's Land and the North-Western Territory into the union, dated the 23rd day of June, 1870		Rupert's Land and North-Western Territory Order
4.	Order of Her Majesty in Council admitting British Columbia into the Union, dated the 16th day of May, 1871		British Columbia Terms of Union
5.	British North America	Section 1 is repealed and	Constitution Act, 1871

Act, 1871, 34-35 Vict., c. 28 (U.K.) the following substituted therefor:

"1. This Act may be cited as the *Constitution Act, 1871.*"

- |     |   |  |  |
|-----|---|--|--|
| 6.  | Order of Her Majesty in Council admitting Prince Edward Island into the Union, dated the 26th day of June, 1873.  |  | Prince Edward Island<br>Terms of Union |
| 7.  | Parliament of Canada Act, 1875, 38-39 Vict., c. 38 (U.K.)   |  | Parliament of Canada Act,<br>1875      |
| 8.  | Order of Her Majesty in Council admitting all British possessions and Territories in North America and islands adjacent thereto into the Union, dated the 31st day of July, 1880. |  | Adjacent Territories Order             |
| 9.  | British North America Act, 1886, 49-50 Vict., c. 35 (U.K.)  | Section 3 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1886.</i> " | Constitution Act, 1886                 |
| 10. | Canada (Ontario Boundary) Act, 1889, 52-53 Vict., c. 28 (U.K.)  |  | Canada (Ontario<br>Boundary) Act, 1889 |
| 11. | Canadian Speaker (Appointment of Deputy) Act, 1895, 2nd Sess., 59 Vict., c. 3 (U.K.)  | The Act is repealed.   |  |
| 12. | The Alberta Act, 1905, 4-5 Edw. VII, c. 3 (Can.)  |  | Alberta Act                            |
| 13. | The Saskatchewan Act, 1905, 4-5 Edw. VII, c. 42 (Can.)  |  | Saskatchewan Act                       |

- |     |  |  |                              |
|-----|--|--|------------------------------|
| 14. | British North America Act, 1907, 7 Edw. VII, c. 11 (U.K.)    | Section 2 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1907.</i> " | Constitution Act, 1907       |
| 15. | British North America Act, 1915, 5-6 Geo. V, c. 45 (U.K.)    | Section 3 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1915.</i> " | Constitution Act, 1915       |
| 16. | British North America Act, 1930, 20-21, Geo. V, c. 26 (U.K.) | Section 3 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1930.</i> " | Constitution Act, 1930       |
| 17. | Statute of Westminster, 1931, 22 Geo. V, c. 4 (U.K.)         | In so far as they apply to Canada,<br><br>(a) section 4 is repealed;<br>and<br><br>(b) subsection 7(1) is repealed.                    | Statute of Westminster, 1931 |
| 18. | British North America Act, 1940, 3-4 Geo. VI, c. 36 (U.K.)   | Section 2 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1940.</i> " | Constitution Act, 1940       |
| 19. | British North America Act, 1943, 6-7 Geo. VI, c. 30 (U.K.)   | The Act is repealed.   |                              |
| 20. | British North America Act, 1946, 9-10 Geo. VI, c. 63 (U.K.)  | The Act is repealed.   |                              |

- |     |  |   |                        |
|-----|--|---|------------------------|
| 21. | British North America Act, 1949, 12-13 Geo. VI, c. 22 (U.K.)       | Section 3 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"3. This Act may be cited as the <i>Newfoundland Act</i> ."        | Newfoundland Act       |
| 22. | British North America (No.2) Act, 1949, 13 Geo. VI, c. 81 (U.K.)   | The Act is repealed.  |                        |
| 23. | British North America Act, 1951, 14-15 Geo. VI, c. 32 (U.K.)       | The Act is repealed.  |                        |
| 24. | British North America Act, 1952, 1 Eliz. II, c. 15 (Can.)          | The Act is repealed.  |                        |
| 25. | British North America Act, 1960, 9 Eliz. II, c. 2 (U.K.)           | Section 2 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1960</i> ."  | Constitution Act, 1960 |
| 26. | British North America Act, 1964, 12-13 Eliz. II, c. 73 (U.K.)      | Section 2 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1964</i> ."  | Constitution Act, 1964 |
| 27. | British North America Act, 1965, 14 Eliz. II, c. 4, Part I (Can.)  | Section 2 is repealed and the following substituted therefor:<br><br>"2. This Part may be cited as the <i>Constitution Act, 1965</i> ." | Constitution Act, 1965 |
| 28. | British North America Act, 1974, 23 Eliz. II, c. 13, Part I (Can.) | Section 3, as amended by 25-26 Eliz. II, c. 28, s. 38(1) (Can.), is repealed and the following  | Constitution Act, 1974 |

substituted therefor:

"3. This Part may be cited as the *Constitution Act, 1974*."

- |     |   |   |                                |
|-----|---|---|--------------------------------|
| 29. | British North America Act, 1975, 23-24 Eliz. II, c. 28, Part I (Can.) | Section 3, as amended by 25-26 Eliz. II, c. 28, s. 31 (Can.), is repealed and the following substituted therefor: | Constitution Act (No. 1), 1975 |
|-----|---|---|--------------------------------|

"3. This Part may be cited as the *Constitution Act (No. 1), 1975*."

- |     |   |   |                                |
|-----|---|---|--------------------------------|
| 30. | British North America Act (No. 2), 1975, 23-24 Eliz. II, c. 53 (Can.) | Section 3 is repealed and the following substituted therefor: | Constitution Act (No. 2), 1975 |
|-----|---|---|--------------------------------|

"3. This Act may be cited as the *Constitution Act (No. 2), 1975*."

# Loi constitutionnelle de 1867

Référence : *Loi constitutionnelle de 1867* (R.-U.), 30 & 31 Vict., c. 3

## ÉDUCATION

### Législation au sujet de l'éducation

93. Dans chaque province, la législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes:
- (1) Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées (*denominational*);
  - (2) Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par la présente étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec;
  - (3) Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'union, ou sera subséquemment établi par la législature de la province — il pourra être interjeté appel au gouverneur-général en conseil de toute loi ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catholique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation;
  - (4) Dans le cas où il ne serait pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre, le gouverneur-général en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions du présent article, — ou dans le cas où quelque décision du gouverneur-général en conseil, sur appel interjeté en vertu du présent article, ne serait pas mise à exécution par l'autorité provinciale compétente — alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances de

chaque cas l'exigeront, le parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions du présent article, ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur-général en conseil sous l'autorité de ce même article.

**Québec**

**93A.** Les paragraphes (1) à (4) de l'article 93 ne s'appliquent pas au Québec.

**Usage facultatif et obligatoire des langues française et anglaise**

**133.** Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire; et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par-devant les tribunaux ou émanant des tribunaux du Canada qui seront établis sous l'autorité de la présente loi, et par-devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues. Les lois du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimées et publiées dans ces deux langues.

# The Constitution Act, 1867

Citation: *The Constitution Act, 1867* (U.K.), 30 & 31 Victoria, c. 3.

## EDUCATION

### Legislation respecting Education

93. In and for each Province the Legislature may exclusively make Laws in relation to Education, subject and according to the following Provisions:
- (1) Nothing in any such Law shall prejudicially affect any Right or Privilege with respect to Denominational Schools which any Class of Persons have by Law in the Province at the Union:
  - (2) All the Powers, Privileges, and Duties at the Union by Law conferred and imposed in Upper Canada on the Separate Schools and School Trustees of the Queen's Roman Catholic Subjects shall be and the same are hereby extended to the Dissident Schools of the Queen's Protestant and Roman Catholic Subjects in Quebec:
  - (3) Where in any Province a System of Separate or Dissident Schools exists by Law at the Union or is thereafter established by the Legislature of the Province, an Appeal shall lie to the Governor General in Council from any Act or Decision of any Provincial Authority affecting any Right or Privilege of the Protestant or Roman Catholic Minority of the Queen's Subjects in relation to Education:
  - (4) In case any such Provincial Law as from Time to Time seems to the Governor General in Council requisite for the due Execution of the Provisions of this Section is not made, or in case any Decision of the Governor General in Council on any Appeal under this Section is not duly executed by the proper Provincial Authority in that Behalf, then and in every such Case, and as far only as the Circumstances of each Case require, the Parliament of Canada may make remedial Laws for the due Execution of the Provisions

of this Section and of any Decision of the Governor General in Council under this Section.

**Quebec**                    **93A.**            Paragraphs (1) to (4) of section 93 do not apply to Quebec.

**Use of English  
and French  
Languages**            **133.**            Either the English or the French Language may be used by any Person in the Debates of the Houses of the Parliament of Canada and of the Houses of the Legislature of Quebec; and both those Languages shall be used in the respective Records and Journals of those Houses; and either of those Languages may be used by any Person or in any Pleading or Process in or issuing from any Court of Canada established under this Act, and in or from all or any of the Courts of Quebec.

The Acts of the Parliament of Canada and of the Legislature of Quebec shall be printed and published in both those Languages.

This Act is Current to March 17, 2010

## **FOREST PRACTICES CODE OF BRITISH COLUMBIA ACT**

### **[RSBC 1996] CHAPTER 159**

#### ***Contents***

##### *Section*

#### **Part 1 — Definitions**

- 1 Definitions
- 1.1 Repealed

#### **Part 2 — Strategic Planning, Objectives and Standards**

- 2 Provincial forest and a wilderness area
- 3-5 Repealed
- 6-8 Repealed
- 9-9.1 Repealed

#### **Part 3**

##### **Division 1-4**

- 10-12 Repealed
- 13 Repealed
- 14 Repealed
- 15 Repealed
- 16-19 Repealed
- 20 Repealed
- 21-21.1 Repealed
- 22 Repealed
- 22.1-23 Repealed
- 24 Repealed
- 24.1 Repealed
- 25 Repealed
- 26 Repealed
- 27-28 Repealed
- 29 Repealed
- 29.1 Repealed
- 30 Repealed
- 30.1 Repealed
- 31 Repealed
- 32 Repealed
- 33-38 Repealed

**Division 5**

- 39-40 Repealed
- 41 Repealed
- 42-44 Repealed

**Part 4**

- 45-60 Repealed
- 60.1-61 Repealed
- 62-71 Repealed
- 72 Repealed
- 73-74 Repealed

**Part 5****Division 1**

- 75 Repealed

**Division 2**

- 76 Repealed
- 77 Repealed
- 78-80 Repealed
- 81 Repealed
- 82 Repealed

**Division 3**

- 83-95 Repealed

**Division 4-7**

- 96-106 Repealed

**Part 6****Division 1-2**

- 107-116 Repealed

**Division 3**

- 117 Repealed
- 117.1 Repealed
- 117.2 Repealed
- 117.3 Repealed
- 118-125 Repealed

**Division 4 – Administrative Review and Appeals**

- 125.1-130 Repealed
- 130.1 Part 6 of the *Forest and Range Practices Act* applies
- 131 Appeal
- 131.1 Repealed
- 132 Order for written submissions
- 133 Interim orders
- 134 Open hearings
- 135 Witnesses
- 136 Contempt
- 137 Evidence

- 138 Repealed
- 139 Decision of commission
- 140 Order for compliance
- 141 Appeal to court

**Division 5**

- 142 Repealed
- 143 Repealed
- 143.1 Repealed
- 144-145 Repealed
- 146 Repealed
- 147 Repealed
- 148-149 Repealed
- 150-153 Repealed
- 154-157 Repealed
- 157.1 Repealed
- 158 Repealed
- 159 Repealed

**Part 7****Division 1**

- 160-161 Repealed
- 161.1 Repealed
- 162 Repealed
- 162.1-162.2 Repealed

**Division 2**

- 163-170 Repealed
- 171 Repealed
- 172-174 Repealed

**Part 8**

- 175-193 Repealed

**Part 9 — Forest Appeals Commission**

- 194 Forest Appeals Commission continued
- 195 Organization of the commission
- 196 Commission staff
- 196.1 No oral hearing as of right
- 196.2 Delegation of powers
- 197 Mandate of the commission

**Part 10 — Regulations**

- 198 Power to make regulations
- 199 Repealed
- 200 Fees
- 201-204 Repealed
- 205 Provincial forest
- 206 Repealed

- 207 Repealed
- 208-214 Repealed
- 215 Repealed
- 216 Repealed
- 217 Repealed
- 217.1 Repealed
- 218 Repealed
- 219 Repealed
- 220 Reviews, appeals and the commission
- 221 Repealed

**Part 10.1**

- 221.1-221.3 Repealed

**Part 11**

- 222-228 Repealed
- 229 Repealed
- 230-232 Repealed
- 233-234 Repealed
- 235-236 Repealed
- 237-238 Repealed
- 239 Repealed
- 240-242 Repealed
- 243 Repealed
- 244-246 Repealed
- 247 Repealed
- 248-252 Repealed

## **Part 1 — Definitions**

### **Definitions**

**1** (1) In this Act:

**"board"** means the Forest Practices Board continued under section 136 of the *Forest and Range Practices Act*;

**"commission"** means the Forest Appeals Commission continued under section 194.

(2) and (3) [Repealed 2004-36-146.]

### **Repealed**

**1.1** [Repealed 2003-55-91.]

## Part 2 – Strategic Planning, Objectives and Standards

### Provincial forest and a wilderness area

2 (1) Private land described in a tree farm licence or woodlot licence and Crown land must be managed and used in a way that is consistent with one or more of the following:

- (a) timber production, utilization and related purposes;
- (b) forage production and grazing by livestock and wildlife and related purposes;
- (c) recreation, scenery and wilderness purposes;
- (d) water, fisheries, wildlife, biological diversity and cultural heritage resource purposes;
- (e) another prescribed purpose.

(2) and (3) [Repealed 2004-36-128.]

(4) Despite subsections (1) to (3), under the *Coal Act*, the *Geothermal Resources Act*, the *Mineral Tenure Act* or the *Petroleum and Natural Gas Act*, a person may use or occupy Crown land if the person does so in accordance with the regulations and, if required by the regulations, with a special use permit.

(5) If required by the regulations, a person must obtain a special use permit before using or occupying Crown land.

(6) Subsection (5) does not apply to a person who uses or occupies Crown land described in an agreement under the *Range Act* or in a woodlot licence if the use or occupation is under the *Coal Act*, the *Geothermal Resources Act*, the *Mineral Tenure Act* or the *Petroleum and Natural Gas Act*.

(7) [Repealed 2002-26-4.]

### Repealed

3–5 [Repealed 2003-74-5.]

### Repealed

6–8 [Repealed 2003-55-92.]

### Repealed

9-9.1 [Repealed 2003-74-5.]

### **Part 3**

#### **Division 1-4**

##### **Repealed**

10-12 [10 to 11.1 and 12 - Repealed 2003-55-92.]

##### **Repealed**

13 [Repealed 2002-25-23.]

##### **Repealed**

14 [Repealed 1997-48-58.]

##### **Repealed**

15 [Repealed 1997-48-59.]

##### **Repealed**

16-19 [Repealed 2003-55-92.]

##### **Repealed**

20 [Repealed 1997-48-64.]

##### **Repealed**

21-21.1 [Repealed 2003-55-92.]

##### **Repealed**

22 [Repealed 2002-76-14.]

##### **Repealed**

22.1-23 [Repealed 2003-55-92.]

##### **Repealed**

24 [Repealed 2002-25-23.]

##### **Repealed**

24 .1 [Repealed 2002-76-17.]

**Repealed**

25 [Repealed 1997-48-69.]

**Repealed**

26 [Repealed 1997-48-70.]

**Repealed**

27–28 [Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

29 [Repealed 1997-48-73.]

**Repealed**

29 .1 [Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

30 [Repealed 2002-76-20.]

**Repealed**

30 .1 [Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

31 [Repealed 2002-76-22.]

**Repealed**

32 [Repealed 2002-25-23.]

**Repealed**

33–38 [Repealed 2003-55-92.]

**Division 5**

**Repealed**

39–40 [Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

- 41 (1) to (6) ) [Repealed 2003-55-92.]  
(6.1) and (7) [Repealed 2002-25-27.]  
(8) to (13) [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

42-44 [42, 42.1, 43 and 44 - Repealed 2003-55-92.]

**Part 4**

**Repealed**

45-60 [45 to 48.1, 49 to 60 - Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

60.1-61 [60.1, 60.2 and 61 - Repealed 2002-76-43.]

**Repealed**

62-71 [62 to 69.1 and 71 - Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

72 [Repealed 2002-25-27.]

**Repealed**

73-74 [Repealed 2003-55-92.]

**Part 5**

**Division 1**

**Repealed**

75 [Repealed 2004-31-97.]

**Division 2**

**Repealed**

76 [Repealed 2004-31-97.]

**Repealed**

77 [Repealed 1998-29-31.]

**Repealed**

78-80 [Repealed 2004-31-97.]

**Repealed**

81 [Repealed 1998-29-33.]

**Repealed**

82 [Repealed 2004-31-97.]

**Division 3****Repealed**

83-95 [Repealed 2004-31-97.]

**Division 4-7****Repealed**

96-106 [Repealed 2003-55-92.]

**Part 6****Division 1-2****Repealed**

107-116 [Repealed 2003-55-92.]

**Division 3****Repealed**

117 [Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

117.1 [Not in force.]

**Repealed**

117.2 [Repealed 2003-55-92.]

**Repealed**

117.3 [Not in force.]

**Repealed**

118–125 [118 to 119.1, 120 to 125 – Repealed 2003-55-92.]

### **Division 4 – Administrative Review and Appeals**

**Repealed**

125.1–130 [125.1, 126 to 130 – Repealed 2003-55-92.]

**Part 6 of the *Forest and Range Practices Act* applies**

130.1 Part 6 of the *Forest and Range Practices Act* applies to this Act and the regulations under this Act, unless the context indicates otherwise.

**Appeal**

131 (1) To initiate an appeal under section 82 or 83 of the *Forest and Range Practices Act*, the person referred to in section 82 (1) of that Act, or the board under section 83 (1) of that Act, no later than 3 weeks after the latest to occur of

- (a) the original decision,
- (b) any correction under section 79 of that Act, and
- (c) any review under section 80 or 81 of that Act,

must deliver to the commission

- (d) a notice of appeal,
- (e) a copy of the original decision, and
- (f) a copy of any decision respecting a correction or review.

(2) [Repealed 2003-55-94.]

(3) The person or board bringing the appeal must ensure the notice of appeal given under subsection (1) complies with the content requirements of the regulations.

(4) Before or after the time limit in subsection (1) expires, the chair or a

member of the commission may extend it.

(5) If the person or the board does not deliver the notice of appeal within the time specified, the person or board loses the right to an appeal.

(6) On receipt of the notice of appeal, the commission must, in accordance with the regulations, give a copy of the notice of appeal to the ministers and

(a) to the board, if the notice was delivered

(i) by the person who is the subject of the determination,  
or

(ii) for an appeal of a failure to make a determination, by  
the person who would be the subject of a determination, if  
made,

(b) to the person who is the subject of the determination, if the  
notice was delivered by the board, or

(c) for an appeal of a failure to make a determination, to the  
person who would be the subject of a determination, if made, if  
the board delivered the notice.

(7) The government, the board, if it so requests, and the person who is the subject of the determination or would be the subject of a determination, if made, are parties to the appeal.

(8) At any stage of an appeal the commission or a member of it may direct that a person who may be affected by the appeal be added as a party to the appeal.

(9) After a notice of appeal is delivered under subsection (1), the parties must disclose the facts and law on which they will rely at the appeal, if required by the regulations and in accordance with the regulations.

(10) The commission, after receiving a notice of appeal, must

(a) promptly give the parties to an appeal a hearing, or

(b) hold a hearing within the prescribed period, if any.

(11) Despite subsection (10), if the commission determines that the notice of appeal does not comply with the content requirements of the regulations, or that there was a failure to disclose facts or law under subsection (9) or (14), the commission need not hold a hearing within the prescribed period referred to in subsection (10), but must hold a hearing within the prescribed period after a notice of appeal that does comply with the content requirements of the regulations is delivered to the commission, or the facts

and law are disclosed as required under subsection (9) or (14).

(12) A party may

- (a) be represented by counsel,
- (b) present evidence, including but not limited to evidence that was not presented in the review under section 129,
- (c) if there is an oral hearing, ask questions, and
- (d) make submissions as to facts, law and jurisdiction.

(13) The commission may invite or permit a person to take part in a hearing as an intervenor.

(14) An intervenor may take part in a hearing to the extent permitted by the commission and must disclose the facts and law on which the intervenor will rely at the appeal, if required by the regulations and in accordance with the regulations.

(15) A person who gives oral evidence may be questioned by the commission or the parties to the appeal.

### **Repealed**

131.1 [Repealed 2003-55-95.]

### **Order for written submissions**

132 (1) The commission or a member of it may order the parties to deliver written submissions.

(2) If the party that initiated the appeal fails to deliver a written submission ordered under subsection (1) within the time specified in the order, the commission may dismiss the appeal.

(3) The commission must ensure that every party to the appeal has the opportunity to review written submissions from the other parties and an opportunity to rebut the written submissions.

### **Interim orders**

133 The commission or a member of it may make an interim order in an appeal.

### **Open hearings**

134 Hearings of the commission must be open to the public.

### **Witnesses**

**135** The commission or a member of it has the same power as the Supreme Court has for the trial of civil actions

- (a) to summon and enforce the attendance of witnesses,
- (b) to compel witnesses to give evidence on oath or in any other manner, and
- (c) to compel witnesses to produce records and things.

### **Contempt**

**136** The failure or refusal of a person

- (a) to attend,
- (b) to take an oath,
- (c) to answer questions, or
- (d) to produce the records or things in his or her custody or possession,

makes the person, on application to the Supreme Court, liable to be committed for contempt as if in breach of an order or judgment of the Supreme Court.

### **Evidence**

**137** (1) The commission may admit as evidence in an appeal, whether or not given or proven under oath or admissible as evidence in a court,

- (a) any oral testimony, or
- (b) any record or other thing

relevant to the subject matter of the appeal and may act on the evidence.

(2) Nothing is admissible in evidence before the commission or a member of it that is inadmissible in a court by reason of a privilege under the law of evidence.

(3) Subsection (1) does not override an Act expressly limiting the extent to or purposes for which evidence may be admitted or used in any proceeding.

(4) The commission may retain, call and hear an expert witness.

### **Repealed**

**138** [Repealed 2003-55-95.]

**Decision of commission**

- 139 (1) The commission must make a decision promptly after the hearing, and must give copies of the decision to the ministers, the parties and any intervenors.
- (2) On the request of any of the ministers or a party, the commission must provide written reasons for the decision.
- (3) The commission must make a decision within the prescribed period, if any.

**Order for compliance**

- 140 If it appears that a person has failed to comply with an order or decision of the commission or a member of it, the commission or a party may apply to the Supreme Court for an order
- (a) directing the person to comply with the order or decision, and
  - (b) directing the directors and officers of the person to cause the person to comply with the order or decision.

**Appeal to court**

- 141 (1) The minister or a party to the appeal, within 3 weeks after being served with the decision of the commission, may appeal the decision of the commission to the Supreme Court on a question of law or jurisdiction.
- (2) On an appeal under subsection (1), a judge of the Supreme Court, on terms he or she considers appropriate, may order that the decision or order of the commission be stayed in whole or in part.
- (3) An appeal from a decision of the Supreme Court lies to the Court of Appeal with leave of a justice of the Court of Appeal.

**Division 5****Repealed**

- 142 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

- 143 [Repealed 2003-55-96.]

**Repealed**

143 .1 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

144–145 [Repealed 2003-55-98.]

**Repealed**

146 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

147 [Repealed 2003-55-98.]

**Repealed**

148–149 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

150–153 [Repealed 2003-55-98.]

**Repealed**

154–157 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

157 .1 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

158 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

159 [Repealed 2004-36-146.]

**Part 7**

**Division 1**

**Repealed**

160–161 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

161.1 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

162 [Repealed 2004-31-98.]

**Repealed**

162.1-162.2 [Repealed 2003-55-101.]

**Division 2**

**Repealed**

163-170 [Repealed 2003-55-101.]

**Repealed**

171 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

172-174 [Repealed 2003-55-101.]

**Part 8**

**Repealed**

175-193 [175 to 190.1, 191 to 193 - Repealed 2003-55-101.]

**Part 9 – Forest Appeals Commission**

**Forest Appeals Commission continued**

194 (1) The Forest Appeals Commission is continued.

(1.1) The commission is to hear appeals under

(a) Division 4 of Part 6, and

(b) the *Forest Act*, the *Private Managed Forest Land Act* and the *Range Act* and, in relation to appeals under those Acts, the commission has the powers given to it by those Acts.

(2) The commission consists of the following members appointed by the Lieutenant Governor in Council after a merit based process:

- (a) a member designated as the chair;
- (b) one or more members designated as vice chairs after consultation with the chair;
- (c) other members appointed after consultation with the chair.

(3) The *Administrative Tribunals Appointment and Administration Act* applies to the commission.

(4) to (6) [Repealed 2003-47-32.]

### **Organization of the commission**

**195** (1) The chair may organize the commission into panels, each comprised of one or more members.

(2) The members of the commission may sit

- (a) as a commission, or
- (b) as a panel of the commission

and 2 or more panels may sit at the same time.

(3) If members of the commission sit as a panel,

- (a) the panel has the jurisdiction of, and may exercise and perform the powers and duties of, the commission, and
- (b) an order, decision or action of the panel is an order, decision or action of the commission.

### **Commission staff**

**196** (1) Employees necessary to carry out the powers and duties of the commission may be appointed under the *Public Service Act*.

(2) In accordance with the regulations, the commission may engage or retain specialists or consultants that the commission considers necessary to carry out the powers and duties of the office and may determine their remuneration.

(3) The *Public Service Act* does not apply to the retention, engagement or remuneration of specialists or consultants retained under subsection (2).

### **No oral hearing as of right**

**196.1** A person is not entitled to an oral hearing before the commission.

### **Delegation of powers**

196.2 (1) The chair may in writing delegate to a person or class of persons any of the commission's powers or duties under this Act, except the power

(a) of delegation under this section, or

(b) to make a report under this Act.

(2) A delegation under this section is revocable and does not prevent the commission exercising a delegated power.

(3) A delegation may be made subject to terms the chair considers appropriate.

(4) If the chair makes a delegation and then ceases to hold office, the delegation continues in effect as long as the delegate continues in office or until revoked by a succeeding chair.

(5) A person purporting to exercise a power of the commission by virtue of a delegation under this section must, when requested to do so, produce evidence of his or her authority to exercise the power.

### **Mandate of the commission**

197 (1) In accordance with the regulations, the commission must

(a) hear appeals under Division 4 of Part 6 and under the *Forest Act* and the *Range Act*,

(b) provide

(i) the ministers with an annual evaluation of the manner in which reviews and appeals under this Act are functioning and identify problems that may have arisen under their provisions, and

(ii) the minister responsible for the administration of the *Ministry of Forests and Range Act* with an annual evaluation of the manner in which reviews and appeals under the *Forest Act* and the *Range Act* are functioning and identify problems that may have arisen under their provisions, and

(c) annually, and at other times it considers appropriate, make recommendations

(i) to the ministers concerning the need for amendments to this Act and the regulations respecting reviews and appeals,

(ii) to the minister responsible for the administration of the *Ministry of Forests and Range Act* concerning the need for amendments to the *Forest Act* and the *Range Act* and

related regulations respecting reviews and appeals under those Acts, and

(d) perform other functions required by the regulations.

(2) The chair must give to the ministers an annual report concerning the commission's activities.

(3) The ministers must promptly lay the report before the Legislative Assembly.

## Part 10 – Regulations

### Power to make regulations

198 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations referred to in section 41 of the *Interpretation Act*.

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting matters that are

(a) referred to in a provision of this Act as having to be in accordance with the regulations, or

(b) indicated by a provision of this Act as being a matter for a regulation.

(3) The Lieutenant Governor in Council may make a regulation defining a word or expression used in the Act.

(4) In making a regulation under this Act, the Lieutenant Governor in Council may do one or more of the following:

(a) delegate a matter to a person;

(b) confer a discretion on a person;

(c) make different regulations for different persons, places, things or transactions.

### Repealed

199 [Repealed 2004-36-146.]

### Fees

200 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting fees for the provision under this Act of a service by the government, the board, the commission or the council, if any, to any person.

(2) [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

201-204 [Repealed 2004-36-146.]

**Provincial forest**

205 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the use of a wilderness area or other Crown land in a Provincial forest or a portion of a Provincial forest.

(2) Without limiting subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the issuance of permits to control or prohibit the use of a wilderness area or other Crown land in a Provincial forest or a portion of a Provincial forest.

**Repealed**

206 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

207 [Repealed 2004-31-98.]

**Repealed**

208-214 [208 to 209.1, 210 to 211.1, 212, 212.1, 213 and 214 – Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

215 [Repealed 2004-31-98.]

**Repealed**

216 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

217 [Repealed 1999-11-17.]

**Repealed**

217.1 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

218 [Repealed 2004-36-146.]

**Repealed**

219 [Repealed 2003-55-103.]

**Reviews, appeals and the commission**

220 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting reviews, appeals and the commission.

(2) Without limiting subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting the following:

- (a) the circumstances in which a review or appeal may be made;
- (b) the practice, procedure and forms for reviews and appeals and for referrals to the commission of questions of law;
- (c) the content of a request for review or a notice of appeal;
- (c.1) the circumstances under which a review or appeal may be dismissed on the basis that the request for review or notice of appeal does not meet the content requirements of the regulations, or that there was a failure to disclose facts and law as required by the regulations;
- (d) the costs of reviews and appeals and the apportionment of those costs between parties;
- (e) fees and deposits respecting applications for reviews and appeals;
- (f) the number of members that constitutes a quorum of the commission or a panel;
- (f.1) the period in which the commission must hold a hearing after receiving a notice of appeal;
- (f.2) the period in which the commission must deliver a decision after holding a hearing;
- (g) annual reports made by the commission.

**Repealed**

221 [Repealed 2003-55-103.]

**Part 10.1**

**Repealed**

221.1–221.3 [Repealed 2003-55-103.]

**Part 11****Repealed**

222–228 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

229 [Repealed 1997-48-130.]

**Repealed**

230–232 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

233–234 [Repealed 2002-76-68.]

**Repealed**

235–236 [Repealed 1997-48-132.]

**Repealed**

237–238 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

239 [Repealed 1997-48-133.]

**Repealed**

240–242 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

243 [Repealed RS1996-159-243 (4).]

**Repealed**

244–246 [Repealed 2003-55-103.]

**Repealed**

247 [Repealed 2001-6-48.]

**Repealed**

248-252 [Repealed 2003-55-103.]